

La **Stratégie** du Canada pour l'Indo-Pacifique



Bilan de la mise en œuvre **2023-2024**



ISSN 2818-078X



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

This document is also available in English under the title:
Canada's Indo-Pacific Strategy – 2023 to 2024 Implementation Update

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission écrite d'Affaires mondiales Canada.

Renseignements :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères, 2025

N° de cat. FR2-34F-PDF



Introduction

La Stratégie pour l'Indo-Pacifique

En novembre 2022, le Canada a annoncé sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique — une initiative d'importance générationnelle du Canada. La Stratégie vise à faire face à l'évolution de l'échiquier mondial découlant de l'influence croissante de l'Indo-Pacifique et aux grandes répercussions que la région a sur la vie des Canadiennes et des Canadiens. La Stratégie pour l'Indo-Pacifique fournit au Canada un cadre politique dynamique, englobant l'ensemble de la société, pour orienter l'engagement à long terme dans la région. Tous les enjeux importants pour les Canadiens — y compris la sécurité nationale, la prospérité économique, le respect du droit international, les valeurs démocratiques, la santé publique, la protection de notre environnement, les droits des femmes et des filles, et les droits de la personne — seront façonnés par les relations que le Canada entretient avec les pays de la région indo-pacifique.

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique consiste en un effort pangouvernemental soutenu par des investissements supplémentaires de près de 2,3 milliards de dollars sur 5 ans, qui soutiennent 24 initiatives de 17 ministères et organismes du gouvernement fédéral.

La Stratégie s'articule autour de 5 objectifs stratégiques interdépendants :



Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité



Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement



Investir dans les gens et tisser des liens entre eux



Bâtir un avenir durable et vert



Le Canada, un partenaire actif et engagé dans l'Indo-Pacifique



Faits saillants de la deuxième année : un aperçu des principales réalisations

Le présent rapport porte sur la deuxième année de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, de novembre 2023 à novembre 2024. Il s'agit d'une année importante, où de grandes avancées ont été accomplies sur les bases établies au cours de la première année.

Voici certains faits saillants de la deuxième année :

- **Garantir des possibilités de commerce et d'investissement :** La région indo-pacifique s'impose rapidement comme le centre mondial du dynamisme économique et représente actuellement plus d'un tiers de l'activité économique mondiale. D'ici 2030, la région devrait accueillir les deux tiers de la classe moyenne mondiale et, d'ici 2040, elle devrait représenter plus de la moitié de l'économie mondiale. Ces réalités soulignent l'importance de la région indo-pacifique pour les entreprises canadiennes et offrent des occasions inégalées d'expansion, d'exploration des marchés et de partenariats stratégiques. Les possibilités pour les entreprises canadiennes sont garanties par des résultats obtenus dans le cadre d'accords commerciaux, comme l'Accord de partenariat économique global (APEG) entre le Canada et l'Indonésie, pour lequel les négociations sont essentiellement terminées. En tant que plus grande économie de l'Asie du Sud-Est, avec une population de 279 millions d'habitants et un PIB de près de 1,9 billion de dollars en 2023, l'Indonésie présente un potentiel important pour les exportateurs canadiens. Saisir ces possibilités et d'autres occasions stratégiques contribuera à préserver la sécurité économique du Canada, à bâtir sa prospérité future et à créer des emplois de qualité et bien rémunérés. Conscient de cette situation, le Canada multiplie les engagements dans la région afin de garantir des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour le Canada et la population canadienne, notamment au moyen de la plus récente série de missions commerciales de grande envergure d'Équipe Canada

en Malaisie, en République de Corée et au Vietnam, qui ont généré des retombées tangibles pour près de 300 entreprises canadiennes participantes. Grâce à leur participation aux missions, les entreprises canadiennes ont obtenu plus de 1 400 réunions interentreprises (B2B) avec des homologues locaux, lesquelles ont entraîné — dans les 6 mois qui ont suivi les missions commerciales — l'émergence de 35 nouvelles sources de revenus d'une valeur totale de plus de 8,3 millions de dollars et la création de près de 80 nouveaux partenariats stratégiques d'une valeur déclarée de plus de 23 millions de dollars.

- **Renforcer les liens en matière de défense :** Le Canada renforce les liens en matière de défense dans la région en concluant des accords de défense, comme la signature d'un protocole d'entente sur la coopération en matière de défense avec les Philippines et d'une lettre de recommandation sur la coopération en matière de défense avec le Cambodge. Le Canada a déployé 3 navires de guerre de la Marine royale canadienne dans le cadre de l'opération HORIZON, démontrant ainsi son engagement continu à assurer une présence durable en faveur de la paix et de la sécurité. Il s'agit d'un engagement annuel à l'appui de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.
- **Accroître la présence du Canada dans la région :** Le premier ministre canadien a annoncé que le Canada sera représenté par des ambassades à part entière dans tous les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), étant donné que le Canada modernisera ses bureaux actuels au Cambodge et au Laos en 2025. En 2024, de nouveaux bureaux ont été ouverts dans la région, notamment le premier Bureau Indo-Pacifique pour l'agriculture et l'agroalimentaire du Canada à Manille, aux Philippines, et les nouveaux bureaux d'Exportation et développement Canada à Tokyo, au Japon, et à Séoul, en République de Corée. En outre, grâce au financement prévu dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, le Canada a accru sa présence dans la région : plus de 70 nouveaux membres du personnel ont été déployés dans la région, y compris 8 nouveaux postes, 4 conseillers à la défense supplémentaires et 3 représentants de Ressources naturelles Canada au sein du réseau régional des attachés en cybersécurité du Canada.
- **Des innovations vertes de premier plan :** En novembre 2024, lors du Sommet des dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Lima, au Pérou, le premier ministre du Canada a annoncé la vision du Canada, soit de renforcer les partenariats nucléaires et de lutter contre les changements climatiques

dans la région indo-pacifique par l'intermédiaire de la Passerelle commerciale canadienne pour le développement nucléaire. Annoncée dans la Stratégie en 2022, la passerelle contribuera à renforcer les partenariats nucléaires du Canada dans la région, à développer l'expertise locale et à faciliter l'échange de connaissances dans le secteur nucléaire.

- **Mobiliser le soutien en faveur d'une atténuation des changements climatiques inclusive** : Le Canada a annoncé une contribution remboursable de 360 millions de dollars à la Banque asiatique de développement afin d'établir le Fonds canadien pour le climat et la nature pour le secteur privé en Asie.

Voici d'autres faits saillants concernant les relations du Canada dans la région :

- **Dialogue de haut niveau** : Le premier ministre et des ministres canadiens ont effectué 18 visites de haut niveau dans la région afin de promouvoir les priorités canadiennes auprès de décideurs importants. Ces visites comprennent celles du premier ministre, de la ministre des Affaires étrangères, de la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique, du ministre de la Défense nationale, du ministre du Développement international, du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et de la ministre de la Petite Entreprise.
- **Renforcer les relations avec l'Asie du Sud-Est** : Dans le cadre de l'engagement du Canada envers l'ANASE et en s'appuyant sur son partenariat stratégique, le Canada a continué d'accroître le dialogue au plus haut niveau, comme en témoigne la participation du premier ministre et de la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique à un Sommet extraordinaire ANASE-Canada couronné de succès, tenu en marge du Sommet des dirigeants de l'ANASE. Ce fut la troisième réunion de dirigeants du Canada et de l'ANASE en autant d'années et la manifestation d'une grande volonté de faire progresser leurs intérêts mutuels sur les plans politique, économique et socioculturel.
- **Mise en œuvre du plan d'action stratégique Canada-Japon** : Le Canada et le Japon renforcent leur partenariat stratégique en poursuivant la mise en œuvre du Plan d'action Canada-Japon. Les interactions régulières et de haut niveau à l'échelon des premiers ministres et des ministres intensifient la collaboration en vue de consolider l'ordre international fondé sur des règles et de maintenir un Indo-Pacifique libre et ouvert, entre autres principaux domaines d'intérêt. Cela comprend 4 dialogues entre le premier ministre du Canada et le premier ministre du Japon, ainsi que 3 autres visites de haut niveau au Japon. Le Canada s'affirme également comme un partenaire clé du Japon en matière de sécurité économique, y compris la sécurité énergétique, un enjeu qui revêt une importance croissante pour l'ensemble de la région indo-pacifique.
- **Approfondir le partenariat diplomatique et de défense avec la République de Corée** : Parmi les réalisations diplomatiques de haut niveau figure l'organisation, par le Canada et la République de Corée, de la première réunion ministérielle Canada-République de Corée sur les affaires étrangères et la défense (2+2). En outre, le Canada et la République de Corée ont lancé le Plan d'action du Partenariat stratégique global Canada-Corée et le Dialogue Canada-Corée sur les droits de la personne en Corée du Nord. En outre, l'exercice 2024-2025 marquera l'Année des échanges culturels entre le Canada et la République de Corée. En 2024, il y a eu 2 visites ministérielles canadiennes en République de Corée et 2 engagements entre le premier ministre et le président, en plus des dialogues de haut niveau mentionnés ci-dessus.
- **Faire évoluer les relations avec la Mongolie** : La ministre des Affaires étrangères du Canada a accueilli son homologue de la Mongolie en novembre 2023, la première visite d'un ou d'une ministre des Affaires étrangères de la Mongolie en 25 ans. Les ministres ont convenu de faire évoluer les relations bilatérales entre le Canada et la Mongolie vers un partenariat global.
- **Réaffirmer la coopération avec les îles du Pacifique** : Le Canada approfondit ses partenariats existants dans la région indo-pacifique et diversifie ses réseaux diplomatiques pour devenir une force plus puissante en faveur du changement positif. En 2024, le Canada a déployé un deuxième diplomate résidant à Suva, aux Fidji. Ce diplomate est le premier chef de la coopération du Canada dans la région des îles du Pacifique; il fait progresser la mise en œuvre du nouveau programme de développement bilatéral du Canada dans les pays insulaires du Pacifique. De plus, à la suite de l'établissement par le Canada de relations diplomatiques avec les Îles Cook et Niue en 2023, le Canada a nommé le premier haut-commissaire dans ces 2 États. Il s'agit d'une étape importante dans l'histoire de la diplomatie canadienne, puisqu'elle finalise l'établissement officiel de relations diplomatiques entre le Canada et 2 nations insulaires du Pacifique.



Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité

La région indo-pacifique continue d'avoir une grande incidence sur la sécurité et la stabilité mondiales, et l'évolution de la situation dans la région influe directement sur la sûreté, la prospérité et la sécurité des Canadiennes et des Canadiens. C'est pourquoi le Canada a pris des mesures dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique afin de développer ses partenariats militaires et de sécurité dans la région en vue d'atténuer les menaces qui pèsent sur la sécurité régionale et nationale.

Renforcer les partenariats et les capacités en matière de sécurité

La région de l'Indo-Pacifique revêt une importance cruciale pour l'avenir du Canada. Cependant, une multitude de menaces en matière de sécurité constitue un enjeu pour les citoyennes et les citoyens des pays de l'Indo-Pacifique et du Canada. Pour contrer ces menaces, il est essentiel que les efforts se poursuivent dans la région pour renforcer les capacités en matière de sécurité. À cette fin, le Canada collabore au travail en cours dans une foule de dossiers englobant la migration irrégulière, le crime organisé transnational, le terrorisme international, la sécurité biologique, la sûreté et la sécurité nucléaires, la sécurité des chaînes d'approvisionnement et les activités de renseignement.

Pour renforcer ses partenariats en matière de sécurité et les capacités dans la région, le Canada établit aussi des liens stratégiques avec un large éventail d'acteurs dans les domaines de l'application de la loi, des douanes et de la gestion des frontières, ainsi qu'avec d'autres acteurs du secteur de la sécurité, afin de soutenir la sécurité nationale et la sécurité publique.

Atténuer les risques extracôtiers par la gestion des frontières et lutter contre les menaces régionales liées aux frontières

Alors que le monde change et que les liens entre les pays se multiplient, il est important de mettre en commun les connaissances et de collaborer avec les pays de la région pour gérer les douanes, échanger des renseignements sur les tendances en matière de trafic et de contrebande, et communiquer les leçons apprises sur les systèmes de modernisation des services aux voyageurs.

Au cours de la deuxième année de la Stratégie, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a facilité de nombreuses initiatives et y a participé en vue de renforcer les partenariats du Canada en matière de sécurité frontalière dans la région indo-pacifique. Ces activités ont permis de mieux prévenir et de mieux contrer des menaces liées aux frontières dans la région, et de renforcer la collaboration avec des partenaires régionaux et des organisations intergouvernementales dans le domaine de la gestion des frontières. L'ASFC a également facilité des activités de formation dans la région afin de renforcer les capacités de ses partenaires en matière de gestion des frontières, de douanes et de migration.

Le Canada a participé activement au Sous-comité des procédures douanières de l'APEC et intensifié sa coopération avec des partenaires bilatéraux clés, notamment Taïwan et le Japon. En mai 2024, une délégation de l'administration douanière taïwanaise est venue au Canada pour visiter diverses installations de l'ASFC et a tenu des réunions afin de mettre en commun des pratiques exemplaires et de renforcer la coopération entre les 2 agences. En outre, le Canada a accueilli des agents des douanes pakistanaïses pour une visite d'étude à l'Aéroport international Toronto Pearson.

Le Canada a également pris part à des projets visant à mettre en commun et à renforcer l'expertise dans les domaines de l'évaluation des risques et du renseignement opérationnel, et à alimenter les discussions sur les capacités de recherche et les techniques d'enquête. En septembre 2024, l'ASFC a participé à un projet trilatéral sur le terrain avec le service de contrôle des frontières de l'Australie (Australian Border Force) et le service des douanes de la Nouvelle-Zélande (New Zealand Customs Service) à l'aéroport de Melbourne afin d'évaluer et de mettre en commun des pratiques exemplaires.

Au-delà des questions relatives aux frontières terrestres, le Canada a également entretenu un dialogue avec des partenaires, notamment la Thaïlande, le Laos, le Cambodge, le Vietnam et les Philippines, sur le contrôle des frontières



et la contrebande du point de vue maritime. Le Canada a notamment lancé un projet de renforcement des capacités en collaboration avec les Philippines, axé sur les enquêtes en matière de renseignement concernant la sécurité maritime, afin d'accroître la capacité des administrations frontalières des Philippines à détecter les activités de trafic de stupéfiants et de migration clandestine, à les contrer et à enquêter sur celles-ci.

Compte tenu de la géographie du Canada, la sécurité des frontières maritimes constitue une grande priorité. Le Canada communique son expertise dans ce domaine à ses partenaires de la région afin de faire progresser les connaissances et de faciliter la coopération.

Lutter contre le crime organisé transnational et le terrorisme international

Les défis posés par la criminalité transnationale organisée et le terrorisme international touchent aussi bien les États de la région indo-pacifique que le Canada. Des groupes criminels et terroristes ayant des liens dans la région et au Canada sont impliqués dans une série de crimes transnationaux, y compris des cyberescroqueries ciblant des victimes dans le monde entier, le trafic de drogue contribuant à la crise des drogues toxiques illégales et des surdoses, ainsi que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme menaçant l'intégrité des secteurs financiers et bancaires mondiaux. En 2024, dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, le Canada a accordé une enveloppe de 24,6 millions de dollars à de nouveaux programmes visant à lutter contre le crime organisé transnational et le terrorisme international dans la région indo-pacifique, y compris de grandes menaces comme le trafic de stupéfiants et de précurseurs de drogues, l'extrémisme violent, la cybercriminalité, le trafic d'animaux sauvages et de bois, le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et la sécurité frontalière. Une formation de première ligne, de l'assistance technique, des ressources et de l'équipement financés par le Canada sont fournis dans le cadre de projets mis en œuvre au Cambodge, en Inde, en Indonésie, au Laos, en Malaisie, aux Maldives, au Pakistan, aux Philippines, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Vietnam.

À l'appui de ces programmes, le Canada joue également un rôle de premier plan dans les cadres multilatéraux en ce qui concerne ces dossiers. En juin 2024, la 12^e consultation ANASE-Canada a eu lieu dans le cadre de la Réunion des hauts responsables de l'ANASE sur la criminalité transnationale, à Vientiane, au Laos. Lors de cette consultation, le Canada a échangé des renseignements

avec les États membres de l'ANASE sur les domaines de coopération et pour déterminer les priorités communes et les besoins en matière de renforcement des capacités. Au cours de cette réunion, le Canada a présenté un plan de travail visant à orienter les mesures concertées pour lutter contre le crime organisé transnational et le terrorisme international dans la région.

En novembre 2024, le Canada a accueilli une délégation de l'Agence nationale de lutte contre le terrorisme de l'Indonésie à l'occasion de la deuxième réunion du Groupe de travail mixte sur la lutte contre le terrorisme. Une feuille de route sur les domaines de collaboration entre les ministères indonésiens et canadiens chargés de la lutte contre le terrorisme a été adoptée pour les 2 prochaines années.

Promouvoir l'importance des femmes dans la police au Centre de coopération pour l'application de la loi à Jakarta

Du 8 au 19 juillet 2024, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a dispensé un cours nouvellement conçu sur le leadership des femmes au Centre de coopération pour l'application de la loi à Jakarta, à Semarang, en Indonésie. Le cours, conçu par des employées de la GRC, a principalement porté sur les compétences clés en matière de leadership, notamment la prise de décision, la communication, la gestion du changement et le développement de relations, et a été suivi par 42 femmes aspirant à des postes de direction dans la police dans toute la région de l'Indo-Pacifique.

Grâce à des cours organisés par la GRC comme celui décrit ci-haut, le Canada continue de faire progresser le programme pour les femmes, la paix et la sécurité, tout en favorisant une véritable participation des femmes à la résolution des problèmes de sécurité transnationaux.

Réduire la menace liée aux armes dans l'Indo-Pacifique

Le Programme de réduction de la menace liée aux armes du Canada vise à empêcher les États qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération, les acteurs non étatiques malveillants et les terroristes d'acquiescer des armes de destruction massive et des matières connexes (chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires).

Dans le cadre de cet effort, le Canada s'est associé à l'ANASE pour fournir une aide ciblée visant à accroître la sécurité biologique dans la région indo-pacifique. Il s'agit notamment de soutenir des institutions essentielles de sécurité sanitaire qui permettent aux pays de l'ANASE de détecter rapidement les épidémies et toutes sortes d'autres menaces biologiques, et d'y réagir, pour ainsi réduire le plus possible les maladies, les décès, les pertes économiques et les répercussions sociales et politiques dans la région et à l'échelle internationale.

Le Canada soutient également les efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) visant à renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires dans la région, notamment en renforçant l'adhésion régionale au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives de l'AIEA. L'aide canadienne en matière de sécurité favorise les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en veillant à ce que la technologie nucléaire continue d'être mise en commun en toute sécurité.

En octobre 2024, pour démontrer sa volonté d'affronter les menaces découlant des programmes d'armes de destruction massive et de missiles balistiques de la Corée du Nord, le Canada, aux côtés de partenaires aux vues similaires, a mis en place l'Équipe multilatérale de surveillance des sanctions. Ce mécanisme contribuera à l'application intégrale des mesures de sanction prévues par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies en ce qui a trait à la Corée du Nord.



Commemoration des 10 ans du programme d'atténuation des menaces biologiques et réunion des parties prenantes de la sécurité sanitaire à Vientiane, RDP lao, novembre 2024.

Crédit photo : © Secrétariat de l'ANASE

Collaboration entre le Canada et l'ANASE sur l'atténuation des menaces biologiques

L'année 2024 a marqué le 10e anniversaire de la collaboration entre le Canada et l'ANASE dans le cadre du Programme d'atténuation des menaces biologiques dans la région de l'ANASE. Cette collaboration, financée à hauteur de 36,6 millions de dollars par le Canada, a considérablement renforcé la capacité des États membres de l'ANASE à prévenir, à détecter et à contrer toutes sortes de menaces biologiques, qu'elles soient naturelles, accidentelles ou délibérées.

Grâce aux montants investis dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, la phase III du

programme d'atténuation des menaces biologiques a été lancée en mars 2024, avec une participation à hauteur de 10 millions de dollars du Canada visant à renforcer encore davantage les capacités de l'ANASE en matière de santé et de sécurité, notamment par un soutien ciblé au fonctionnement du Centre de l'ANASE pour les urgences de santé publique et les maladies émergentes, et à des initiatives connexes en matière de biosécurité, de biosûreté et de surveillance des maladies. Dans le cadre de cette collaboration, le Canada a aidé le Laos, qui présidait l'ANASE en 2024, à élaborer la Déclaration des dirigeants de l'ANASE sur le renforcement de la biosécurité et de la biosûreté régionales, qui a été publiée lors du Sommet de l'ANASE en octobre 2024.



Cyberdiplomatie et cybersécurité

Le Canada intensifie ses efforts pour être partie prenante des discussions sur les enjeux concernant le cyberespace et la cybersécurité dans la région indo-pacifique. Dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, le Canada met à contribution plusieurs ministères pour renforcer les partenariats afin de favoriser une meilleure perception des menaces, une coopération accrue en matière d'application de la loi et une plus grande résilience chez ses partenaires, ainsi que pour rallier des appuis en faveur des normes de l'ONU sur la conduite responsable des États dans le cyberespace et accroître le soutien aux actions concertées.

Cyberdiplomatie

Alors que les questions de cybersécurité prennent de plus en plus d'importance dans la région, le Canada a déployé pour la première fois 8 attachés spécialisés en la matière dans la région — 5 par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada et 3 par la GRC —, afin de mieux s'engager dans la cyberdiplomatie et d'approfondir les relations bilatérales. En l'absence d'une présence antérieure dans la région dédiée à la cyberdiplomatie, ces ressources supplémentaires, fournies dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, permettront d'accroître les connaissances du Canada et de renforcer sa capacité à engager un dialogue sur les enjeux liés au cyberespace dans la région, donnant au Canada une visibilité accrue en ce qui a trait aux préoccupations dans la région. Cela permettra également au Canada d'être un partenaire plus présent et plus actif, et d'entretenir une coopération internationale plus étroite. En août 2024, les attachés ont été déployés dans toute la région, en Australie, au Japon, à Singapour, en République de Corée et à Taïwan.

Depuis novembre 2023, le Canada a continué à nouer des relations avec des partenaires de cybersécurité régionaux, notamment dans le cadre d'une série de dialogues bilatéraux avec l'Australie, la République de Corée, les Fidji, les Îles Cook, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, Taïwan, la Thaïlande et le Vietnam.

Ces partenariats ont été renforcés grâce à la participation du Canada à de grands événements régionaux comme la réunion annuelle du Pacific Cyber Security Operational Network, le dialogue de Sydney, le Sommet des cyberchampions soutenu par l'OTAN, la Conférence sur les capacités et la coordination cybernétiques dans le Pacifique et la Semaine internationale de la cybersécurité de Singapour, en plus de sa collaboration continue aux efforts concernant le cyberespace du groupe des Partenaires du Pacifique bleu et grâce à l'organisation par le Canada de la conférence annuelle inaugurale sur la cybersécurité à Manille.

En juillet 2024, le Canada et les Philippines ont réussi à devenir les nouveaux coprésidents des réunions intersessions sur la sécurité et l'utilisation des technologies de l'information et des communications du Forum régional de l'ANASE. Ce fut le point culminant d'une année de participation accrue aux activités et aux réunions sur la cybersécurité dans la région. Le Canada joue désormais un rôle de premier plan au sein d'un cadre important que nous mettrons à profit pour promouvoir un environnement pacifique, sûr, ouvert et axé sur la coopération, et pour élaborer des mesures propres à accroître la transparence et la confiance afin de prévenir les conflits dans le cyberespace.

Renforcer la cybersécurité et les capacités

Outre ce rôle diplomatique accru, Affaires mondiales Canada a lancé 2 projets régionaux de renforcement des capacités avec les États de l'ANASE afin d'améliorer la cybersécurité dans les pays bénéficiaires; ces projets complètent les formations et les ateliers régionaux organisés par le ministère de la Défense nationale et la GRC sur la cybercriminalité.

Le Programme de réduction de la menace liée aux armes du Canada permet de travailler également avec des partenaires spécialisés pour contribuer à rendre les pays de l'Indo-Pacifique plus résilients face aux menaces de cyberattaques, qui permettent à la Corée du Nord de financer son programme illégal d'armes de destruction massive. Il s'agit notamment de former les responsables des banques centrales de toute la région aux techniques de blanchiment d'argent pour les cryptomonnaies. Des cours ont aussi été donnés sur la cybersécurité et les rançongiciels à l'intention des professionnels des technologies de l'information des organisations responsables d'infrastructures essentielles en Malaisie et en Thaïlande, ainsi que des cours virtuels sur le vol de cryptomonnaies et le blanchiment d'argent pour les experts en la matière.

En outre, les Forces armées canadiennes (FAC) ont consacré des ressources pour échanger avec leurs homologues au Japon et trouver des moyens concrets de collaborer avec eux. En février 2024, le Canada a participé pour la première fois à l'exercice CYBER KONGO dirigé par le Japon, ce qui a renforcé notre capacité commune à répondre aux attaques. Par la suite, en mai 2024, le Cybercommandement des FAC s'est joint au commandement de la cyberdéfense de la Force japonaise d'autodéfense afin de former une équipe bilatérale pour participer à l'exercice multilatéral CYBER FLAG, dirigé par les États-Unis.

En mars 2024, la ministre canadienne de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique a participé à l'inauguration du Centre d'excellence BlackBerry en matière de cybersécurité à Cyberjaya, en Malaisie.



Des participants de 9 États membres de l'ANASE participent à une formation sur le renforcement des capacités en matière de sécurité de l'infonuagique organisée par l'ambassade du Canada en Thaïlande.

Crédit photo : © Ambassade du Canada en Thaïlande

Former les jeunes à la cybersécurité et renforcer la cyberrésilience régionale

En soutenant des programmes de formation en compétences techniques sur la sécurité infonuagique, le Canada aide non seulement à développer les capacités de la prochaine génération pour assurer la cybersécurité dans la région, mais aussi à rendre l'ANASE plus résiliente et plus apte à lutter contre les activités cybercriminelles.

Du 22 au 25 avril 2024, l'ambassade du Canada en Thaïlande a tenu à Bangkok un programme de formation de 4 jours sur le renforcement des capacités en matière de cybersécurité, auquel ont participé 19 étudiantes et étudiants de 9 États membres de l'ANASE. Les étudiants, sélectionnés par leurs propres autorités

nationales, représentaient un éventail de secteurs et d'organisations, notamment des équipes nationales d'intervention en cas d'urgence informatique, des organismes de réglementation et des exploitants dans les domaines des télécommunications, de la finance, des données et des soins de santé.

L'ambassade du Canada à Bangkok a réalisé ce projet en collaboration avec le Centre de renforcement des capacités en cybersécurité ANASE-Japon, une entité non gouvernementale financée conjointement par l'Agence nationale de cybersécurité de la Thaïlande et l'Agence japonaise de coopération internationale. En plus d'accroître les compétences des jeunes et la cyberrésilience régionale, les initiatives comme celle-ci renforcent la coopération bilatérale en matière de cybersécurité avec des partenaires régionaux, comme la Thaïlande.



Capacité accrue en matière de renseignement

Pour renforcer les capacités du Canada en matière de sécurité et de renseignement, la Stratégie pour l'Indo-Pacifique prévoit de nouveaux investissements ciblés dans le Centre de la sécurité des télécommunications Canada, le Bureau du Conseil privé et Affaires mondiales Canada, afin qu'ils soient mieux en mesure de produire des rapports sur les affaires étrangères et le renseignement à l'appui du gouvernement du Canada et de ses alliés, et d'accroître la collaboration avec des partenaires régionaux.

Ces activités sont conformes aux priorités du Canada en matière de renseignement, qui visent à promouvoir, à défendre et à protéger la sécurité et la prospérité du Canada et de la population canadienne, tout en contrant et en prévenant les activités menées par des États contre eux sur le territoire national, à l'étranger et en ligne.

Contribution militaire accrue

Au cours de la deuxième année de la Stratégie, le ministère de la Défense nationale s'est concentré sur le maintien d'opérations militaires actives, utiles et cohérentes dans l'Indo-Pacifique, et sur l'approfondissement des relations en matière de défense avec les principaux partenaires régionaux.

Par sa présence navale élargie, sa participation accrue aux activités et aux exercices multilatéraux ainsi que la tenue de dialogues au niveau des hauts fonctionnaires, le Canada a consolidé sa réputation de partenaire fiable et engagé dans les dossiers régionaux de défense et de sécurité.



Activité de coopération maritime multinationale avec des navires de guerre de l'Australie, du Canada, des Philippines et des États-Unis, août 2024.

Crédit photo : © Ministère de la Défense nationale/Forces armées canadiennes

Opération HORIZON : nouveaux exercices et nouvelles activités de coopération maritime multilatérales

Le Canada maintient désormais une présence navale renforcée dans la région avec le déploiement annuel de 3 navires de guerre de la Marine royale canadienne. En outre, en 2024, l'Aviation royale canadienne a déployé 2 avions de patrouille maritime à l'appui des activités de surveillance des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies pour lutter contre les transferts entre navires de la Corée du Nord. Grâce à la présence militaire avancée accrue et diversifiée de l'opération HORIZON, les FAC ont observé plus de 20 activités et exercices multilatéraux et régionaux ou y ont participé.

La forte participation des FAC aux activités militaires régionales témoigne de la contribution précieuse et fiable du Canada à la promotion de la paix et de la stabilité dans la région. La présence accrue du Canada permet également aux militaires d'interagir plus souvent avec leurs partenaires régionaux, ce qui favorise la mise en commun de l'expertise.

Par exemple, le Canada a participé à l'exercice Super Garuda Shield dirigé par l'Indonésie en août 2024. Le Canada a ainsi approfondi ses relations et sa coopération en matière de défense avec l'Indonésie en participant activement à l'exercice de cette année avec une équipe de 15 membres de l'Armée canadienne.

En se fondant sur les activités préexistantes de la Marine royale canadienne menées avec ses partenaires en mer de Chine méridionale, le Canada a également participé à ses premières activités de coopération maritime multilatérales en juin et en août 2024. Cette série d'exercices avec les marines de l'Australie, du Japon, des Philippines et des États-Unis a démontré la détermination continue du Canada à promouvoir la paix et la stabilité dans la région, à protéger le droit international et à renforcer la résilience collective et l'interopérabilité dans l'un des environnements maritimes les plus dynamiques au monde.

Enfin, les FAC ont participé à l'exercice MARARA en mai 2024 dans le cadre de l'opération HORIZON, afin d'approfondir la coopération en matière d'aide humanitaire et de réduction des risques de catastrophe avec la France et les pays du Pacifique Sud. L'engagement canadien avec les pays dans la région du Pacifique Sud a aussi permis au Canada de participer à l'opération RENDER SAFE, menée par l'Australie en juillet 2024, visant à éliminer les restes explosifs de guerre des Îles Salomon.

Renforcer les relations en matière de défense dans l'Indo-Pacifique

Le ministère de la Défense nationale a renforcé l'étendue et la profondeur de ses relations en matière de défense avec les principaux partenaires de l'Indo-Pacifique grâce à des visites régulières de hauts fonctionnaires dans la région. Ces efforts ont permis d'élargir l'accès aux forces armées partenaires et de mieux comprendre leurs capacités afin de favoriser une coopération et une collaboration accrues.

Par exemple, en janvier 2024, la Défense nationale a signé un protocole d'entente (PE) sur la coopération en matière de défense avec les Philippines, ouvrant ainsi un nouveau chapitre dans le partenariat bilatéral de défense entre le Canada et les Philippines. Le PE a jeté les bases d'une collaboration future visant à faire progresser les priorités communes et l'interopérabilité, notamment au moyen d'activités de coopération maritime multilatérales, qui ont permis de voir la Marine royale canadienne et la Marine philippine naviguer ensemble dans la mer de Chine méridionale pour la première fois, en juin et en août 2024.

En janvier 2024 également, le Canada a signé une lettre de recommandation sur la coopération en matière de défense avec le Cambodge, dans laquelle les 2 partenaires s'engagent à explorer des domaines mutuels de coopération en matière de défense afin de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans l'Indo-Pacifique. La coopération pourrait entre autres porter sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité, l'échange de pratiques exemplaires dans les domaines de l'aide humanitaire et des secours aux sinistrés, ainsi que les opérations de soutien de la paix.

Dialogues de haut niveau

Le ministre de la Défense nationale du Canada s'est rendu dans la région indo-pacifique à 2 reprises en 2024, ce qui a donné lieu à d'importantes occasions d'instaurer la confiance, de faire progresser des initiatives de défense et d'obtenir des résultats tangibles avec les principaux partenaires régionaux.

En mai 2024, le ministre a représenté le Canada au Dialogue du Shangri-La, à Singapour, l'un des plus grands événements dans le domaine de la défense dans la région. Fait à noter, le ministre a rencontré son homologue chinois en marge du Dialogue, la première rencontre de ce type entre les ministres de la Défense du Canada et de la Chine depuis 11 ans. Le ministre a également souligné l'importance que le Canada attache à la défense et à la sécurité dans la région indo-pacifique dans une allocution lors d'une séance plénière et un discours liminaire dans le cadre du Southeast Asian Young Leaders' Programme (programme des jeunes chefs de file de l'Asie du Sud-Est).

En septembre 2024, le ministre de la Défense nationale s'est rendu en République de Corée et au Japon; les dernières visites d'un ministre canadien de la Défense dans ces pays remontaient respectivement à plus de 10 ans et à 2019. Le ministre a profité des allocutions qu'il a prononcées en tant que co-organisateur de la Réunion des ministres des États membres du Commandement des Nations Unies, au Sommet sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire (sommet REAIM) et au Dialogue sur la défense à Séoul pour faire valoir des messages clés et présenter le Canada comme un partenaire régional actif et digne de confiance. Ces visites ont permis d'approfondir les relations bilatérales avec les 2 partenaires prioritaires et de renforcer la participation du Canada dans les grands dossiers régionaux en matière de paix et de sécurité, et ont débouché sur l'engagement de tenir la première réunion ministérielle Canada-République de Corée sur les affaires étrangères et la défense (2+2), qui a eu lieu en novembre 2024.

En novembre 2024, la ministre des Affaires étrangères du Canada et son homologue japonais ont annoncé l'ouverture de négociations officielles entre le Canada et le Japon sur un accord de transfert d'équipements et de technologies visant à faciliter la collaboration industrielle dans le domaine de la défense entre les entreprises canadiennes et japonaises. Un tel accord permettra d'approfondir la relation plus large du Canada et du Japon en matière de sécurité dans la région.



Leadership du Canada dans le programme pour les femmes, la paix et la sécurité

À l'échelle internationale, le Canada est un chef de file dans la promotion du programme pour les femmes, la paix et la sécurité (programme FPS). Le Canada soutient des initiatives visant à accroître la participation réelle des femmes et la prise en compte de l'égalité des genres dans les efforts pour la paix et la sécurité dans la région indo-pacifique. Cela inclut des projets et des programmes de renforcement des capacités qui soutiennent l'intégration des femmes dans les forces armées et dans le secteur de la sécurité.

En mars 2024, l'ambassade du Canada à Tokyo a organisé un atelier avec le Japon sur le programme FPS, qui a réuni des décideurs, des praticiens et des membres de la société civile. L'atelier a permis d'étudier des possibilités concrètes de coopération, en s'appuyant sur les discussions antérieures tenues au Japon par la ministre canadienne des Affaires étrangères et de l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, respectivement.

En mars 2024, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a organisé une discussion informelle et une activité de mentorat éclair en Thaïlande. Sous le thème « Les femmes appuyant les femmes : réseautage, création de communautés et mentorat », des mentores canadiennes issues de l'ASFC et de la GRC ont participé à l'événement pour présenter leurs expériences, aux côtés de diverses spécialistes thaïlandaises de l'application de la loi. L'événement a permis de promouvoir le leadership des femmes dans les contextes de la gestion des frontières et de l'application de la loi, en phase avec le Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité.

En octobre 2024, le Canada, représenté par une délégation du ministère de la Défense nationale, a participé à une conférence internationale organisée par les Philippines sur le thème « Favoriser la collaboration et la convergence au service des femmes, de la paix et de la sécurité ». L'événement a permis de dresser un bilan international de la mise en œuvre du programme FPS en vue du 25^e anniversaire, en 2025, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. La déclaration issue de la conférence (déclaration de Pasay) a été approuvée par toutes les délégations participantes, y compris celle du Canada.

En novembre 2024, le Canada a soutenu la tenue d'un événement régional d'échange de connaissances à Bali, en Indonésie, sur le renforcement de la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui a réuni des participantes et participants du Cambodge, de l'Indonésie, du Timor-Leste et du Vietnam. L'événement a permis de faire connaître le Fonds de l'Initiative Elsie, financé par le Canada, qui soutient l'innovation pour accélérer le changement dans les institutions de sécurité et permettre à un plus grand nombre de femmes en uniforme d'être déployées de manière importante dans les opérations de paix, et d'y participer. L'événement a également permis d'encourager davantage d'États membres de l'ANASE à envisager de présenter une demande au titre du Fonds de l'initiative Elsie.

Mettre à profit l'expérience du Canada pour faire avancer le programme pour les femmes, la paix et la sécurité chez les partenaires de l'Indo-Pacifique

Reconnu comme un chef de file mondial dans la promotion du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, le Canada fait connaître son expérience dans ce domaine en organisant des cours de formation et des symposiums.

Ceux-ci offrent un cadre par excellence au Canada et aux partenaires de l'Indo-Pacifique pour mettre en commun leurs expériences relatives aux défis qu'ils ont eu à relever et aux pratiques exemplaires pour favoriser des approches inclusives dans les efforts déployés pour la paix et la sécurité.

En février 2024, le Canada a offert un cours et un symposium combinés de 5 jours sur l'intégration des femmes et de l'égalité des genres dans les forces armées à 37 participants, dont 25 femmes, originaires de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et du Vietnam.

Ce cours a fourni aux participants une occasion exceptionnelle d'acquérir des compétences pour analyser les obstacles à l'intégration des femmes dans leurs forces armées. L'accent a été mis sur l'élaboration de stratégies visant à réduire les obstacles et à promouvoir l'inclusion, au moyen de l'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) du gouvernement du Canada. Les participants ont également échangé sur les stratégies régionales, nationales et mondiales visant à favoriser une véritable participation des femmes et l'intégration de l'égalité des genres dans les efforts de paix et de sécurité.

À l'issue du cours, les participants ont pu s'entretenir avec des dirigeants lors d'un symposium comprenant des tables rondes de haut niveau sur le leadership favorisant l'égalité des genres et sur la mise à profit du leadership pour œuvrer en faveur d'une plus grande inclusion.

Les homologues ont exprimé leur satisfaction à l'égard du cours et du symposium, y compris lors du voyage de l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité aux Philippines. Compte tenu de ce succès, des versions futures du cours sont d'ores et déjà prévues.

Activités de l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité dans l'Indo-Pacifique

En juin et juillet 2024, l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité s'est rendue en Thaïlande, au Cambodge et aux Philippines afin de soutenir les efforts canadiens visant à faire progresser le programme FPS et à renforcer les liens dans le domaine de la sécurité avec les partenaires de l'Asie du Sud-Est. L'ambassadrice a discuté

avec différents acteurs locaux, y compris des cheffes de file, des leaders de la société civile, ainsi que des représentantes et représentants militaires et gouvernementaux locaux, et d'organisations multilatérales afin de souligner le leadership et les progrès en matière de FPS dans la région, et ce, à l'égard d'un large éventail d'enjeux liés à la paix et à la sécurité, y compris les processus de paix, le maintien de la paix, l'intégration des femmes dans les forces armées, la lutte antimines et les nouvelles menaces pour la sécurité liées au climat et à la technologie.



Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement

Le Canada travaille pour promouvoir un commerce fondé sur des règles dans la région, élargir les partenariats commerciaux et numériques, renforcer l'innovation et la recherche, soutenir une croissance

économique inclusive et établir de nouveaux partenariats pour favoriser le commerce et développer les technologies. Cela permet de créer des emplois au Canada et de répondre aux besoins des pays de la région indo-pacifique. Il est dans notre intérêt national de développer le commerce et les investissements, et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Le Canada continue de diversifier et d'approfondir ses partenariats en matière de commerce et d'investissement dans l'Indo-Pacifique, tout en aidant les entreprises canadiennes qui cherchent à développer leurs activités dans cette région dynamique.

Représentant commercial canadien dans l'Indo-Pacifique

En septembre 2023, le premier ministre du Canada a annoncé la nomination du premier représentant commercial canadien dans l'Indo-Pacifique (RCCIP). Ce nouveau poste, créé dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, vise à accroître les échanges commerciaux et les investissements, et à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement entre le Canada et l'Indo-Pacifique.

Après sa nomination, le RCCIP a mené une tournée de sensibilisation partout au pays pour faire mieux connaître la Stratégie pour l'Indo-Pacifique aux entreprises canadiennes, aux associations sectorielles et à d'autres parties prenantes clés. En janvier 2024, le RCCIP a été affecté à Jakarta, en Indonésie, lieu qui lui sert de base pour remplir son rôle dans la région.

Depuis sa nomination, le RCCIP a collaboré activement avec le monde des affaires de la région indo-pacifique et du Canada. Il a notamment organisé des missions commerciales dans toute la région, notamment au Bangladesh, à Brunéi, au Cambodge, en Mongolie et au Vietnam, auxquelles ont participé des entreprises canadiennes, des représentantes et des représentants provinciaux, et des associations d'entreprises canadiennes. Le RCCIP a pris la parole lors de plusieurs

rassemblements de gens d'affaires importants à l'échelle régionale, afin de représenter le Canada et de le faire mieux connaître en tant que partenaire commercial de choix. Il a notamment soutenu des événements organisés dans le cadre de la Stratégie, comme les missions commerciales d'Équipe Canada, la Conférence Canada-en-Asie et la conférence de l'ANASE sur la cybersécurité. Le RCCIP a permis de mieux faire connaître le Canada aux acteurs économiques de la région indo-pacifique et d'y renforcer la présence des entreprises canadiennes.

Au niveau national, le RCCIP a lancé la première table ronde des investisseurs institutionnels canadiens sur l'Indo-Pacifique, en collaboration avec le bureau régional d'Affaires mondiales Canada à Toronto. Cette table ronde vise à consulter les investisseurs institutionnels du Canada sur les enjeux, les possibilités et les difficultés que présente l'Indo-Pacifique, afin de faciliter les investissements bilatéraux entre le Canada et les pays de cette région. Deux tables rondes ont été tenues, en juin et en octobre 2024. Le RCCIP a aussi mené des activités de sensibilisation en Alberta, aux Territoires du Nord-Ouest, en Ontario et dans le Canada atlantique.

Accords commerciaux et économiques du Canada

Pour faire croître l'économie, créer des emplois et renforcer son avantage concurrentiel, le Canada est déterminé à conquérir de nouveaux marchés d'exportation et à créer des partenariats à l'étranger. L'un des moyens d'y parvenir est de conclure des accords commerciaux et économiques avec des partenaires dans l'Indo-Pacifique.

En novembre 2024, le premier ministre du Canada et le président indonésien ont annoncé dans une déclaration commune que les négociations en vue de l'APEG Canada-Indonésie avaient été conclues. Ils se sont engagés à achever les travaux techniques restants d'ici la fin de l'année 2024 et à entamer leurs procédures internes respectives en vue de signer l'Accord en 2025, afin que l'APEG entre en vigueur le plus rapidement possible. L'Accord éliminera ou réduira des obstacles tarifaires et non tarifaires, améliorera l'accès aux chaînes d'approvisionnement de l'Asie du Sud-Est et établira un cadre plus transparent et plus prévisible pour le commerce et l'investissement.

Entre novembre 2023 et novembre 2024, des progrès ont été réalisés dans les négociations en vue de l'Accord de libre-échange (ALE) Canada-ANASE, le Canada ayant participé à 4 cycles de négociations et organisé une série de négociations en personne en Malaisie. Tous les organes subsidiaires de l'ALE ont été mis en place, de même qu'un plan de travail commun destiné à guider les négociateurs en vue de conclure les négociations en 2025. Étant donné que les discussions en personne sont essentielles pour faire progresser ces négociations, le Canada et l'ANASE se sont engagés à participer à 4 « mini-cycles de négociations » entre septembre 2024 et janvier 2025, qui mobiliseront la plupart des organes subsidiaires. Le fonds fiduciaire du plan d'action ANASE-Canada a également soutenu la participation des 3 pays les moins développés de l'ANASE aux cycles de négociation organisés par le Canada.

En décembre 2023, le Bureau commercial du Canada à Taïpei et le Bureau économique et culturel de Taïpei au Canada, situé à Ottawa, ont signé un arrangement sur la promotion et la protection des investissements étrangers. Cet arrangement renforcera le commerce et l'investissement entre les 2 économies en protégeant les investissements canadiens à Taïwan et en attirant les investissements étrangers taïwanais au Canada.

Accord de partenariat transpacifique global et progressiste

L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) est la pièce maîtresse de l'accord commercial du Canada dans l'Indo-Pacifique. L'Accord comprend les 12 membres suivants : l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

L'Indo-Pacifique étant aujourd'hui la première région de croissance économique au monde et offrant des possibilités d'échanges commerciaux et d'expansion, le PTPGP peut être mis à profit par les entreprises canadiennes pour prendre de l'avance sur la concurrence mondiale. En outre, le PTPGP est un accord de haut niveau qui défend un commerce transparent, prévisible et fondé sur des règles dans un paysage commercial international de plus en plus fragmenté et imprévisible.

Le Canada a assuré la présidence de la Commission du PTPGP en 2024, accueillant la huitième réunion de la Commission en novembre 2024 à Vancouver. En tant que président, le Canada a mis de l'avant des priorités qui reflètent les intérêts de ses partenaires, des entreprises, de la société civile et du public, notamment les adhésions, la gestion progressiste et l'utilisation globale.

En ce qui concerne les adhésions, les parties au PTPGP, sous la direction du Canada, ont mis sur pied un groupe de travail sur l'adhésion éventuelle du Costa Rica à l'Accord.

En ce qui concerne la gestion progressiste, le Canada a fait progresser l'examen général de l'Accord, en effectuant un examen détaillé des 30 chapitres et une évaluation des enjeux transversaux et émergents. En outre, l'importance que le Canada accorde de façon continue à la mise en œuvre adéquate de l'Accord a permis d'améliorer nettement les pratiques en matière de notification et de production de rapports pendant la période de transition.

En ce qui concerne l'utilisation globale, le Canada s'est efforcé d'accroître l'utilisation des préférences du PTPGP par les entreprises au sein des groupes traditionnellement sous-représentés dans le commerce, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), les entreprises détenues par des femmes et les entreprises autochtones. À cette fin, un effort concerté a été déployé pour dialoguer directement avec les parties prenantes en marge des réunions du PTPGP cette année, notamment au Brunéi Darussalam, au Canada et au Royaume-Uni.



Mission commerciale d'Équipe Canada en Malaisie et au Vietnam (mars 2024).

Crédit photo : © Affaires mondiales Canada

De novembre 2023 à décembre 2024, le Canada a participé à 6 réunions de hauts fonctionnaires du PTPGP, dont 1 a été présidée par la Nouvelle-Zélande en décembre 2023 et 5 ont été présidées par le Canada en 2024. En outre, le Canada a participé à 2 réunions ministérielles du PTPGP en marge du forum de l'APEC, dont 1 a été accueillie et présidée par le Canada à Arequipa, au Pérou, en mai 2024. En 2025, l'Australie succédera au Canada à la présidence tournante de la Commission du PTPGP, le Canada et le Vietnam assurant la vice-présidence de la Commission.

Faciliter la promotion des exportations, le commerce et le développement

Missions commerciales d'Équipe Canada

La ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique a dirigé 2 missions commerciales d'Équipe Canada (MCEC) dans 3 économies de la région indo-pacifique entre novembre 2023 et novembre 2024, pour mettre en valeur l'excellence canadienne et favoriser les partenariats mondiaux.

En mars 2024, la deuxième MCEC de grande envergure s'est déroulée en Malaisie et au Vietnam. Elle a rassemblé plus de 200 représentants provenant de plus de 135 organisations canadiennes des secteurs des technologies propres, de l'agriculture, de l'aérospatiale et des sciences de la vie, entre autres. Dans les 2 marchés, plus de 770 réunions interentreprises personnalisées ont été organisées, ce qui a permis de créer des débouchés importants pour les entreprises participantes. Les participants de la MCEC ont fait état de 9 nouvelles sources de revenus et de 29 nouveaux partenariats stratégiques représentant une valeur totale de plus de 17 millions de dollars.

WaterShed Monitoring, une entreprise québécoise de technologies propres détenue par des femmes, a notamment établi un lien crucial avec KLC Group, une entreprise vietnamienne spécialisée dans la gestion de l'eau. Cela a conduit à la signature d'un protocole d'entente et d'une entente de confidentialité pour le lancement d'un projet pilote dans le delta du Mékong visant à mettre en application la technologie de WaterShed dans l'ensemble des voies navigables du Vietnam.

En avril 2024, une troisième MCEC de grande envergure a eu lieu en République de Corée, rassemblant plus de 240 participants provenant de plus de 160 organisations canadiennes de divers secteurs, dont l'agriculture, l'énergie propre, les industries créatives et les sciences de la vie. Plus de 650 réunions interentreprises ont été organisées en fonction des besoins des délégués et déléguées des entreprises canadiennes. Les participants à la MCEC ont fait état de 26 nouvelles sources de revenus et de 50 nouveaux partenariats stratégiques représentant une valeur totale de plus de 14,5 millions de dollars.

Copilot, une jeune entreprise manitobaine spécialisée dans la réalité étendue et l'intelligence artificielle, a conclu un partenariat important à la suite de la mission commerciale. Grâce à une réunion interentreprises, Copilot a signé une entente de confidentialité avec une entreprise sud-coréenne d'équipement médical afin de faire progresser les droits de commercialisation et de vente en Amérique du Nord et d'étendre ses activités à la consultation et au marketing stratégique.

Bonification de CanExport

CanExport est un programme du Service des délégués commerciaux du Canada qui aide les PME, les innovateurs, les associations sectorielles nationales et les collectivités à développer leurs exportations, à renforcer l'innovation, à attirer des investissements directs étrangers et à explorer de nouveaux marchés.

En date d'octobre 2024, grâce au financement accru accordé dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, plus de 800 initiatives de PME, d'innovateurs, d'associations sectorielles et de collectivités ciblant la région ont été approuvées pour recevoir un financement de CanExport, notamment des initiatives comprenant une participation aux missions commerciales d'Équipe Canada au Japon, en Malaisie, au Vietnam et en République de Corée. Au cours de cette période, en ce qui a trait aux projets qui comportaient au moins 1 marché de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique dans le cadre du programme CanExport PME — le plus important des sous-programmes de CanExport —, 96 % des bénéficiaires ont déclaré avoir développé leurs affaires à l'international à la suite du financement du projet.



Photobioréacteur d'algues d'Industrial Plankton installé au Japon.
Crédit photo : © Industrial Plankton

Le programme CanExport PME a aidé Industrial Plankton Inc. de Victoria à obtenir des contrats de vente à la suite du Salon international des fruits de mer et de la technologie du Japon

Industrial Plankton Inc. est une entreprise de technologie de Victoria, en Colombie-Britannique, qui conçoit et fabrique des photobioréacteurs pour la production d'algues et de plantes marines.

En 2023, Industrial Plankton a reçu 14 000 \$ de CanExport PME en soutien à ses activités commerciales internationales sur les marchés de l'Indo-Pacifique, y compris le Japon. L'entreprise a ainsi pu se rendre au Japon pour participer au Salon international des fruits de mer et de la technologie, où elle a présenté ses bioréacteurs de plantes marines et d'algues. Grâce à son projet soutenu par CanExport, Industrial Plankton a obtenu 2 contrats de vente d'une valeur de plus de 190 000 \$.

Élargir le Programme canadien de l'innovation à l'international à la région de l'Indo-Pacifique

Le Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII) aide les PME canadiennes à développer des technologies susceptibles d'être commercialisées avec des partenaires étrangers dans les pays où le Canada a conclu un accord en matière de science, de technologies et d'innovation.

De novembre 2023 à octobre 2024, le PCII a lancé un appel à propositions de projets avec la République de Corée, qui a débouché sur 6 projets approuvés, dont la valeur est estimée à 2,3 millions de dollars. Des appels à propositions de projets ont été lancés en collaboration avec l'Inde en avril 2024 et Taiwan en novembre 2024, qui sont tous deux encore en cours.

Par ailleurs, le PCII a permis la tenue de 6 activités d'établissement de partenariat (AEP) en République de Corée, au Japon, à Singapour et à Taiwan, qui ont ciblé des secteurs comme l'informatique quantique, les semiconducteurs et l'intelligence artificielle. Ces missions de réseautage et de jumelage aident les PME canadiennes à trouver des partenaires ou des projets précis à l'étranger. Les AEP ont permis à 41 PME canadiennes de rencontrer des organisations internationales.

Soutenir les échanges commerciaux par l'intermédiaire d'Exportation et développement Canada

Exportation et développement Canada (EDC) joue un rôle essentiel dans le soutien des échanges commerciaux canadiens dans la région indo-pacifique, où la société d'État accroît sa présence et ses capacités. Dans le cadre de sa propre stratégie pour l'Indo-Pacifique, EDC continue d'ouvrir de nouveaux bureaux dans la région pour aider les entreprises canadiennes à diversifier leurs activités sur des marchés en forte croissance dans une perspective à long terme, tout en complétant les représentations actuelles du Canada à Delhi et à Mumbai, en Inde, à Shanghai et à Beijing, en Chine, à Sydney, en Australie, ainsi qu'à Singapour. En septembre et en octobre 2023, EDC a ouvert des bureaux à Jakarta, en Indonésie, de même qu'à Séoul, en République de Corée.

En septembre et novembre 2024, EDC a ouvert ses neuvième et dixième bureaux dans la région, soit à Tokyo, au Japon, et à Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam. La présence d'un bureau au Japon témoigne de l'importance de ce pays en tant que destination commerciale pour le Canada. En tant que cinquième marché d'exportation du Canada en 2023, le Japon offre d'importantes possibilités aux entreprises



canadiennes de toutes les tailles. Ce bureau de représentation servira de point de contact essentiel en offrant un soutien et des services financiers sur mesure, nécessaires sur le terrain pour permettre aux entreprises canadiennes de réussir sur le marché japonais. Il sera ainsi plus facile de collaborer étroitement avec les agences, le gouvernement et les partenaires locaux pour orienter les exportateurs et les investisseurs dans ce marché complexe et les aider à saisir des occasions d'affaires. Le bureau au Vietnam est le fruit d'une décision stratégique visant à aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à accéder à l'une des économies à la croissance la plus rapide dans le monde. Le Vietnam offre une combinaison unique de possibilités, notamment un environnement commercial concurrentiel sur le plan des prix, la proximité d'autres marchés de l'Indo-Pacifique et une classe moyenne en pleine expansion. Le Vietnam, qui s'est engagé à parvenir à la carboneutralité d'ici 2050, présente également un potentiel important dans des secteurs tels que les technologies propres, l'agriculture, la fabrication de pointe et les infrastructures. En fournissant des renseignements sur le marché, des relations et des solutions financières sur le terrain, EDC est en mesure d'aider les entreprises canadiennes à prospérer sur ce marché dynamique et à forte croissance.

L'un des principaux piliers de la stratégie pour l'Indo-Pacifique d'EDC consiste à établir des relations stratégiques dans la région. C'est grâce à ce type de relations qu'EDC peut aider à ouvrir des portes et à atténuer les risques sur les marchés pour le Canada. Au cours des derniers mois, EDC a signé des accords avec 2 acteurs régionaux clés : PT Sarana Multi Infrastruktur (Persero), pour renforcer la collaboration afin de répondre aux besoins croissants de l'Indonésie en matière de développement d'infrastructures et de transition énergétique vers la carboneutralité, et SK Group (voir l'encadré : Augmenter le nombre de partenariats canadiens dans l'Indo-Pacifique). En fin de compte, ces 2 accords contribueront à renforcer la collaboration en matière de commerce et créeront ainsi des possibilités élargies pour les entreprises canadiennes.

Bien que les efforts d'EDC dans la région s'inscrivent dans une perspective de résultats à long terme, un certain nombre de réussites canadiennes ont eu lieu cette année. Des exemples comme ceux de Northland Power, de Coulson Aviation ou de Three Farmers Foods montrent qu'il n'est jamais trop tôt pour que les entreprises canadiennes se tournent vers l'Indo-Pacifique. Pour donner aux entreprises canadiennes la confiance dont elles ont besoin pour passer à l'étape suivante, EDC a mis au point une série d'outils destinés à les informer sur les possibilités et les défis à relever qui existent dans la région.



En février 2024, EDC et PT Sarana Multi Infrastruktur (Persero) ont annoncé la signature d'un nouveau protocole d'entente visant à accroître la collaboration à l'appui des besoins croissants de l'Indonésie en matière de développement d'infrastructures et de transition énergétique vers la carboneutralité.

Crédit photo : © PT Sarana Multi Infrastruktur

Augmenter le nombre de partenariats canadiens dans l'Indo-Pacifique

EDC a signé son tout premier partenariat stratégique avec une organisation coréenne. Il s'agit là d'un résultat tangible des efforts accrus du Canada pour renforcer sa présence dans la région.

En juillet 2024, EDC et SK Group, le deuxième conglomérat d'affaires en importance de la République de Corée, ont signé un partenariat visant à accélérer les échanges commerciaux et les investissements entre le Canada et la République de Corée.

Le protocole d'entente favorisera une collaboration en matière de commerce plus étroite entre les 2 pays et créera ainsi des possibilités élargies pour les technologies propres et la fabrication de pointe canadiennes.

En collaboration avec SK Group, un chef de file reconnu sur le marché qui compte 175 filiales et dont le chiffre d'affaires mondial s'élève à 139 milliards de dollars américains, EDC contribuera à l'accroissement des débouchés commerciaux du Canada en République de Corée dans différents secteurs, notamment ceux concernant les objectifs de carboneutralité, à établir des réseaux et à resserrer les chaînes d'approvisionnement entre les 2 pays afin d'aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à accéder au marché.

Promouvoir les produits agricoles et agroalimentaires canadiens

Premier bureau d'Agriculture et Agroalimentaire Canada dans l'Indo-Pacifique

En février 2024, grâce à de nouveaux investissements faits dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a officiellement ouvert le premier bureau indo-pacifique pour l'agriculture et l'agroalimentaire (BIPAA) du Canada à Manille, aux Philippines. Différents représentants canadiens, des partenaires gouvernementaux et des dignitaires étaient aux côtés du ministre pour l'occasion. Ce nouveau bureau permettra de soutenir les exportations de ces secteurs dans la région.

Depuis février 2024, la nouvelle équipe du BIPAA et l'ensemble du réseau du Service des délégués commerciaux du secteur agroalimentaire soutiennent activement des activités visant à promouvoir les activités du Canada dans la région,

et y participent. La présence canadienne a notamment été accrue dans les principales foires commerciales de la région, comme FOODEX Japan, Seoul Food and Hotel, Food & Hotel Asia et Seafood Expo à Singapour, et WOFEX aux Philippines, tandis que plusieurs activités de développement des affaires, telles que des promotions chez les détaillants et des événements interentreprises, ont servi à renforcer la confiance dans les produits canadiens et la préférence pour ces derniers. Ces initiatives ont permis à des dizaines de nouveaux exportateurs canadiens d'accéder aux marchés de l'Indo-Pacifique ou d'y vendre de nouveaux produits.

En outre, le BIPAA a pu participer à des activités et à des événements importants dans le cadre de la Stratégie. Par exemple, le BIPAA s'est associé au Conseil commercial Canada-ANASE pour organiser des tables rondes et des événements qui mettent en valeur le secteur agricole canadien dans la région, y compris au moyen de certains programmes consacrés à l'agriculture lors de la Conférence Canada-en-Asie.



Pour faire progresser les objectifs commerciaux dans le secteur, le BIPAA a mené des missions de collaboration technique et réglementaire avec des homologues gouvernementaux au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam, afin de promouvoir des pratiques efficaces au chapitre de la salubrité alimentaire. Le BIPAA a également soutenu l'Agence canadienne d'inspection des aliments dans le cadre de diverses initiatives de coopération technique, notamment la planification et la tenue du séminaire sur l'Indo-Pacifique en septembre 2024, et de diverses initiatives au Canada, tant virtuelles qu'en personne, et dans la région. Ce travail renforcera et soutiendra la réputation sur le plan technique du Canada dans la région au cours des négociations actuelles sur l'ALE Canada-ANASE et de la mise en œuvre de l'APEG Canada-Indonésie après son entrée en vigueur.

Accès aux marchés pour les produits agricoles et agroalimentaires canadiens

Dans une perspective d'accès aux marchés, les efforts déployés par le BIPAA ont contribué à des succès plus larges du gouvernement du Canada dans la région. Notamment, des négociations ont été tenues sur les exigences en matière d'importation de produits carnés en Malaisie, sur les bleuets frais au Vietnam, ainsi que sur les exigences d'importation du bois d'œuvre traité à la chaleur et les questions liées aux licences d'importation pour les produits phytosanitaires aux Philippines.

La région indo-pacifique abrite également plusieurs marchés importants pour les céréales, les légumineuses et la viande canadiennes, qui représentent des milliards de dollars d'exportations agroalimentaires canadiennes chaque année. Afin de maintenir et d'accroître la part de marché du Canada, le Service des délégués commerciaux du secteur agroalimentaire dans l'Indo-Pacifique continue de soutenir les missions annuelles du Conseil canadien du canola, de Soya Canada, de Céréales Canada, de Porc Canada, de Bœuf canadien et de l'Association canadienne des bovins dans de nombreux marchés de la région, notamment la Chine, le Japon, la Malaisie, la République de Corée et le Vietnam.

Le Canada a également renouvelé ses partenariats en matière de marketing numérique et de commerce électronique, augmentant ainsi la visibilité du secteur agroalimentaire canadien grâce à des initiatives ciblées au Japon et au Vietnam, fondées sur la marque Canada. Entre autres, un partenariat d'un an a été renouvelé avec Rakuten, la plus grande plateforme de commerce électronique du Japon.

Sur Rakuten, une section consacrée au Canada (« Canada Fair », ou Foire du Canada) propose plus de 300 produits alimentaires canadiens. Les ventes de la Foire du Canada ont augmenté de plus de 30 % depuis 2022. Le Canada a également renouvelé son partenariat avec Shopee Mall et Shopee Food, 2 des plus grandes plateformes de commerce électronique du Vietnam, qui propose actuellement plus de 120 produits canadiens. En outre, un deuxième partenariat avec Grab, une importante plateforme de commerce rapide, a permis de poursuivre la promotion et la vente d'aliments frais et de produits carnés du Canada au Vietnam.

Dans le cadre de l'engagement du Canada dans la région indo-pacifique, une première réunion du Dialogue Canada-Japon sur l'agriculture a eu lieu en novembre 2023, à la suite d'une déclaration ministérielle commune sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité alimentaire, de production agricole durable et de systèmes alimentaires. Les discussions sur les échanges commerciaux et les investissements, la coopération en matière de science et de technologie et les politiques de sécurité alimentaire aideront le Canada à se présenter comme un fournisseur fiable de produits agricoles et agroalimentaires.



Pavillon de présentation des produits au Food & Hotel Vietnam (FHV) – Agriculture et Agroalimentaire Canada aide les entreprises canadiennes prêtes à exporter pour accéder à de nouveaux marchés dans la région indo-pacifique.

Crédit photo : © Agriculture et Agroalimentaire Canada

Pavillon de présentation des produits au salon Food & Hotel Vietnam

En mars 2024, le Canada a mis sur pied un pavillon canadien au salon professionnel Food & Hotel Vietnam à Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam, afin de vérifier l'efficacité de la participation à des salons professionnels dans la région indo-pacifique en vue d'accroître la notoriété des boissons et des produits alimentaires canadiens et d'accroître les débouchés pour les entreprises.

Les produits de 13 entreprises canadiennes ont été présentés au pavillon du Canada, où des démonstrations culinaires ont été faites et des échantillons ont été distribués. Le salon professionnel a généré 99 débouchés commerciaux pour les entreprises canadiennes.

Renforcer les partenariats en matière de normalisation

Le Canada renforce ses partenariats en matière de normalisation dans la région en affectant des ressources supplémentaires au Conseil canadien des normes (CCN) dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, ce qui soutiendra les efforts déjà déployés par le Canada. Ces efforts, fondés sur l'élaboration et l'utilisation de normes internationales, visent à donner confiance aux entreprises canadiennes qui cherchent à exporter vers la région indo-pacifique. Ils contribueront aussi à présenter le Canada comme un partenaire à long terme actif et fiable dans le domaine de la normalisation.

À ce titre, le CCN s'emploie activement à renforcer le réseau du Canada en matière d'établissement de normes et de conformité nationales et régionales. En novembre 2023, le CCN et l'agence de normalisation et de métrologie de la Mongolie ont signé un accord de coopération visant à promouvoir l'échange d'information, la coordination et la collaboration dans des domaines d'intérêt commun.

Le Canada a renforcé sa participation au Sous-comité sur les normes et la conformité (SCNC) de l'APEC. En outre, le Canada a participé aux discussions sur les politiques régionales en plaidant pour l'importance de tenir compte de l'égalité des genres dans l'élaboration des normes, et des conséquences de la sous-représentation des femmes dans les activités d'élaboration des normes. De même, le Canada a souligné les efforts qu'il a déployés avec des partenaires clés de l'Organisation internationale de normalisation pour élaborer un cadre de mise en œuvre des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance.

En 2024, le Canada a lancé avec succès son premier projet au sein du SCNC de l'APEC, un projet conçu pour renforcer le pouvoir des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en soulignant leur rôle essentiel dans l'élaboration des normes internationales et en favorisant leur participation active au commerce international, et ce, en mettant fortement l'accent sur l'inclusion. Ce projet répond à un besoin crucial dans la région, où les MPME représentent la majorité des entreprises de la région de l'APEC et font face à d'importants obstacles à l'accès aux marchés mondiaux.



Présentation du Canada sur l'utilisation des cadres de normalisation pour répondre aux besoins en matière de durabilité lors de la séance plénière du Sous-comité des normes et de la conformité (SCNC) de l'APEC en août 2024. Crédit photo : © APEC Pérou 2024 - photos officielles

Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique a alloué des fonds supplémentaires au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC-Travail), qui renforce la capacité du Canada à étendre son programme d'assistance technique de longue date dans les pays de l'Indo-Pacifique, visant à améliorer leur conformité aux engagements en matière de travail dans les ALE actuels et futurs avec le Canada.

En mars 2024, les 2 premiers projets du Programme du travail ont été lancés et ils sont maintenant dans leur phase de mise en œuvre. Le premier projet, d'une durée de 5 ans et doté d'un financement de 7 millions de dollars, est mis en œuvre par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et cible les secteurs liés au commerce des pays de l'ANASE. Il vise à faciliter l'adhésion durable aux normes internationales du travail par l'amélioration du respect et de l'application des lois du travail nationales, le soutien à la participation et au leadership des femmes dans les syndicats et la promotion de l'élimination du travail forcé et du travail des enfants.

Le second projet, d'une durée de 5 ans et doté d'un financement de 2 millions de dollars, est mis en œuvre par l'OIT dans les secteurs liés au commerce aux Philippines. Il soutient la protection des droits des travailleurs, en particulier la liberté d'association et l'abolition du travail des enfants, en renforçant les capacités des syndicats, de l'État et des groupes industriels aux Philippines. Ces nouveaux projets s'appuient sur les projets en cours au Cambodge, en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam et concourent à leurs résultats.

Renforcer les liens avec l'Indo-Pacifique dans le secteur des ressources naturelles

Grâce à de nouvelles ressources injectées dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, Ressources naturelles Canada (RNCan) a créé des postes au Japon et en République de Corée pour mieux défendre les intérêts du Canada en matière d'énergie, de minéraux critiques, de technologies propres et de produits de la forêt sur ces marchés clés. En outre, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Canada s'est rendu dans la région pour promouvoir les secteurs des ressources naturelles du Canada et s'entretenir avec des intervenants et des partenaires. Cette présence accrue du Canada a facilité la relance ou la création de mécanismes bilatéraux officiels contribuant au dialogue dans la région, ce qui a permis d'accroître la coopération avec les gouvernements de la région.

À titre d'exemple, le Dialogue sur la politique énergétique Canada-Japon a été relancé cette année. Ce dialogue permet des rencontres régulières entre les représentantes et représentants canadiens et leurs homologues du ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie afin de faire progresser la coopération dans les domaines de la gestion du carbone, de l'hydrogène, du pétrole et du gaz, de l'énergie atomique et des minéraux critiques. En outre, un premier Dialogue sur les chaînes d'approvisionnement pour les batteries a eu lieu en octobre 2024 et a conduit à la conclusion d'un accord sur un plan d'action pour le protocole de coopération Canada-Japon sur les chaînes d'approvisionnement en batteries.

Le Canada a également renforcé ses relations avec Taïwan dans le domaine des ressources naturelles, grâce à sa participation aux consultations économiques entre le Canada et Taïwan et à son implication dans le Cadre de collaboration Canada-Taïwan sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, dont le champ à l'étude englobe les minéraux critiques et l'énergie.

Le Canada et la République de Corée se sont entendus sur un plan d'action visant à mettre en œuvre le Protocole d'entente sur la coopération en matière de chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, de transition vers les énergies propres et de sécurité énergétique. Le PE, signé en 2023 entre RNCan, Industrie Canada et leur vis-à-vis sud-coréen, aidera les 2 pays à développer des chaînes d'approvisionnement et de valeur sûres, résilientes et mutuellement avantageuses en ce qui concerne les minéraux critiques, à réaliser une transition

énergétique durable et à renforcer la sécurité énergétique. Le Canada établit les bases pour être un chef de file dans la transition mondiale vers la carboneutralité, ce qui profitera au secteur des ressources naturelles du Canada. Par exemple, le Canada a lancé des projets conjoints avec des instituts coréens, soit le Korea Institute of Machinery & Materials et le Korea Institute of Geoscience and Mineral Resources, portant respectivement sur l'utilisation et la minéralisation du dioxyde de carbone, et sur les saumures provenant des champs pétrolifères pour la minéralisation du dioxyde de carbone.

En Mongolie, l'Association minière du Canada a signé un PE avec son équivalent mongol pour mettre en œuvre l'initiative Vers le développement minier durable. RNCan a également signé un accord avec la commission géologique nationale de Mongolie, officialisant ainsi le soutien technique du Canada, qui permettra à la Mongolie de répertorier son potentiel minier.

Lors de la mission commerciale d'Équipe Canada en République de Corée, la ministre canadienne de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique a souligné la nature multidisciplinaire de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique en organisant une table ronde de haut niveau pour l'industrie sur la transition énergétique et la décarbonation. Sept intervenants canadiens y ont participé, représentant des producteurs d'énergie, des Premières Nations et des autorités de développement portuaire, tout comme 7 partenaires représentant des utilisateurs et des importateurs d'énergie de certains des plus grands conglomérats d'affaires de la République de Corée. La discussion a permis de renforcer la position du Canada en tant que partenaire engagé en matière de sécurité énergétique.



Investir dans les gens et tisser des liens entre eux

Le Canada et la région indo-pacifique entretiennent d'importants liens interpersonnels, qui sont à la base de notre engagement dans la région. Le Canada s'est engagé à renforcer ces liens, que ce soit en simplifiant les processus de délivrance des visas ou en augmentant les possibilités de programmes d'échange de connaissances.

Aide internationale du Canada dans l'Indo-Pacifique

Le Canada approfondit et élargit son rôle de partenaire du développement dans l'ensemble de la région indo-pacifique. Qu'il s'agisse d'élargir son programme d'aide bilatérale avec l'Indonésie, avec laquelle le Canada est un partenaire du développement depuis plus de 70 ans, ou de renouveler son programme de développement bilatéral dans les pays insulaires du Pacifique, le Canada approfondit sa coopération avec ses partenaires de longue date et étend son soutien à de nouveaux partenaires dans la région.

Partenariats d'aide internationale avec l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam

Dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, le Canada renforce son engagement en tant que partenaire du développement avec l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam.

Le Canada s'efforce d'approfondir sa coopération en matière de développement avec l'Indonésie. En mai 2023, lors d'une réunion de hauts fonctionnaires, le Canada et l'Indonésie ont renforcé leur partenariat en signant une entente sur la coopération en matière de développement. Dans ce cadre, le Canada aide l'Indonésie à atteindre ses objectifs climatiques et environnementaux, à accélérer sa transition énergétique et à promouvoir des chaînes d'approvisionnement et des moyens de subsistance plus durables. La promotion de l'égalité des genres est à la base des efforts communs des 2 pays, qu'il s'agisse de renforcer les droits sexuels et reproductifs et les droits de la personne, de réduire le nombre de mariages d'enfants, précoces et forcés, de soutenir le leadership des femmes ou d'aider les entreprises dirigées par des femmes à se développer et à prospérer.

Le Canada s'associe aux Philippines pour renforcer l'action climatique, notamment en matière de transition énergétique, améliorer la résilience face aux catastrophes, accroître les revenus des petits exploitants agricoles et améliorer les résultats en matière de santé. Dans un contexte où les Philippines s'approchent du seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Canada a également l'intention de soutenir davantage le rôle des échanges commerciaux et des investissements dans l'économie, tout en appuyant les efforts visant à garder sur la bonne voie le processus de paix en cours dans la région autonome Bangsamoro. Dans l'ensemble de ses programmes et de ses initiatives de sensibilisation, le Canada cherche à renforcer le pouvoir des femmes, des filles ainsi que des personnes issues de communautés marginalisées, notamment les communautés autochtones, afin de favoriser un développement plus inclusif. Ces domaines d'intervention concordent avec les priorités du Plan de développement des Philippines pour 2023-2028. En février 2024, le ministre du Développement international du Canada a conclu la Semaine du développement international à Toronto en annonçant l'octroi d'un financement de 28,15 millions de dollars aux Philippines afin de soutenir des solutions fondées sur la nature pour aider le pays à faire face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité et pour accroître les services de santé.

Le Canada étend sa coopération en matière de développement avec le Vietnam en mettant l'accent sur la gouvernance inclusive et en répondant à des besoins cruciaux liés à l'environnement et au climat. Les programmes de développement en cours ont soutenu l'inclusion économique des communautés vulnérables, y compris les minorités ethniques et les femmes marginalisées, en soutenant la formation technique et professionnelle, l'accès au financement, l'entrepreneuriat social et l'investissement à retombées sociales.

Le dialogue avec les homologues vietnamiens et les intervenants concernés a ouvert la voie à de nouvelles possibilités de programmes du développement et d'échanges de politiques dans les années à venir. Les domaines prévus pour la coopération en matière de développement sont la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, les solutions fondées sur la nature, le soutien de l'accès à la justice et l'amélioration de la prestation de services publics afin de répondre aux besoins en évolution de la population vietnamienne.

Rencontres de haut niveau au sujet du développement international

En janvier 2024, le ministre du Développement international du Canada s'est rendu au Vietnam et aux Philippines.

Au cours de sa visite au Vietnam, le ministre canadien a notamment rencontré le premier ministre, le ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement et le ministre des Investissements et de la Planification de ce pays, afin de discuter de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique et de la façon dont elle concorde avec les priorités de développement stratégique du Vietnam, en mettant l'accent sur les changements climatiques et l'environnement, ainsi que sur le soutien du Canada à l'ambitieux programme vietnamien en matière de changements climatiques.

Pendant sa visite aux Philippines, le ministre du Développement international s'est entre autres entretenu avec le secrétaire de l'Autorité nationale de développement économique et le secrétaire du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du pays pour discuter de la Stratégie. Le ministre a également rencontré des partenaires de projets qui travaillent dans des domaines clés et prioritaires de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique et de la Politique d'aide internationale féministe, notamment les soins de santé et l'adaptation aux changements climatiques.

Réaffirmer le soutien aux îles du Pacifique

Grâce à sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique, le Canada a consacré des ressources au renouvellement de son programme de développement axé sur la région et 13 pays insulaires du Pacifique : la Micronésie, les Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Niue, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga, Tuvalu et le Vanuatu.

En mai 2024, pour soutenir ce nouveau programme de développement, le Canada a ajouté un second agent à son haut-commissariat aux Fidji, en déployant son tout premier chef de la coopération pour la région du Pacifique. La nouvelle fonction de chef de la coopération à Suva contribue à mieux faire connaître le programme de développement du Canada aux pays insulaires du Pacifique, au Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, et aux organisations locales de la société civile et aux autres donateurs. Le chef de la coopération joue aussi un rôle important en veillant à ce que l'aide du Canada corresponde davantage aux besoins locaux.

Cette démarche est soutenue par un engagement diplomatique accru. L'envoyé spécial du Canada pour l'Indo-Pacifique a représenté le Canada au Forum des îles du Pacifique en 2023, aux Îles Cook, et en 2024, aux Tonga.

Bourses et programmes d'échanges éducationnels pour le développement

L'initiative Bourses et programmes d'échanges éducationnels pour le développement (BPEED) Canada-ANASE vise à renforcer les liens entre le Canada et les États membres de l'ANASE dans le cadre de collaborations dans les domaines de l'éducation et de la recherche. Les bourses sont attribuées dans des domaines qui concourent aux efforts de l'ANASE visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au total, 616 étudiantes et étudiants ont effectué avec succès un échange pour les études ou la recherche financé dans le cadre de l'initiative BPEED au Canada depuis 2018. Dans le cadre de l'initiative BPEED, le Canada a offert 190 bourses à des étudiantes et des étudiants de la région de l'ANASE pour l'année universitaire 2024-2025. La cohorte d'étudiants entreprendra des études et des recherches de courte durée au Canada.

Participation d'étudiantes et d'étudiants laotiens à l'initiative Bourses et programmes d'échanges éducationnels pour le développement Canada-ANASE

Pour la première fois, 3 jeunes étudiants talentueux du Laos ont reçu une bourse dans le cadre de l'initiative BPEED. Les boursiers du Laos ont obtenu des résultats scolaires exceptionnels et ont démontré leur solide engagement au développement durable. Deux étudiants poursuivront leurs études à l'Université Fraser Valley, en Colombie-Britannique, tandis que la troisième étudiante étudiera à l'Université de Calgary, en Alberta.

Gestion des migrations et protection des réfugiés

La région indo-pacifique occupe une place centrale dans les objectifs des politiques nationales et internationales du Canada en matière de gestion des migrations et de protection des réfugiés. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) continue de collaborer activement avec les principaux partenaires dans la région



afin de soutenir ces objectifs stratégiques et de contribuer aux efforts déployés à l'échelle du gouvernement pour maximiser l'efficacité de la diplomatie canadienne dans l'Indo-Pacifique.

L'année dernière, le Canada a fait des avancées pour simplifier la délivrance des visas et accroître ses capacités de traitement des demandes de visa, notamment en soutenant le traitement des permis de travail. Le Canada s'est également efforcé de lutter contre la migration irrégulière et d'accroître la protection des étudiants internationaux et des travailleurs migrants. Enfin, le Canada a continué à renforcer la collaboration avec des partenaires, des gouvernements et des clients clés au moyen d'événements, de visites sur le terrain, d'activités de mobilisation et d'autres initiatives permettant d'établir des liens entre les gens de manière concrète dans l'Indo-Pacifique.

Augmenter la capacité de traitement des demandes de visa du Canada

Le Canada a déployé des efforts concertés pour simplifier la délivrance des visas et accroître ses capacités de traitement des demandes à cet égard, pour ainsi réduire les délais de traitement pour les demandeurs de visa dans la région.

Comme le soulignait le rapport de l'année dernière, en mars 2023, le Canada a ouvert un centre d'opérations mondial d'IRCC à Manille, aux Philippines, le premier du genre à l'étranger, afin de renforcer la capacité mondiale de traitement des visas et de faciliter les voyages vers le Canada. Un an plus tard, en juillet 2024, le centre a délivré le plus grand nombre de visas de visiteur parmi les bureaux à l'échelle internationale d'IRCC. La création de ce centre d'opérations témoigne de la volonté constante du Canada de renforcer sa présence dans la région et de l'importance pour celui-ci d'augmenter ses capacités localement pour mieux répondre aux besoins dans la région et dans le monde entier.

Le Canada a annoncé le lancement de Travail CAN Philippines, qui a coïncidé avec la toute première Semaine de l'amitié Philippines-Canada. Ce projet pilote simplifie le traitement des demandes de permis de travail pour les employeurs canadiens admissibles et permet aux employeurs de fixer des rendez-vous de groupe pour les examens médicaux et la collecte de données biométriques des employés potentiels, afin que des travailleurs qualifiés des Philippines puissent venir au Canada. Le projet pilote est ouvert aux employeurs canadiens qui cherchent du personnel exerçant des professions essentielles dans des secteurs tels que les soins de santé, la construction et l'alimentaire.

En outre, en 2024, l'ambassade du Canada en Mongolie a été dotée de la capacité d'imprimer des visas pour les détenteurs de passeports officiels ou diplomatiques afin de faciliter les voyages officiels au Canada des représentants du gouvernement mongol et d'accroître la coopération.

À Thimphou, au Bhoutan, le Canada a organisé 2 services mobiles de collecte de données biométriques afin de faciliter le processus de demande de visa pour les citoyens bhoutanais. Ce projet unique a contribué à soutenir les liens interpersonnels croissants entre le Bhoutan et le Canada, y compris les étudiants bhoutanais au Canada.

Renforcer la protection des travailleurs migrants

Le Canada mène aux Philippines une campagne de sensibilisation à la fraude en matière d'immigration, afin de mieux protéger les travailleurs migrants et les autres personnes qui souhaitent venir au Canada. La fraude est une inquiétude commune chez les personnes qui immigreront, mais elle est particulièrement préoccupante pour les travailleurs migrants originaires des Philippines et de la région indo-pacifique. Les travailleurs migrants sont vulnérables à des abus tout au long du processus de recrutement, pouvant aller de fausses offres d'emploi et de l'imposition de frais excessifs à la traite de personnes.

Pour répondre à ces préoccupations, le bureau d'IRCC à Manille a lancé une campagne de sensibilisation à la fraude en partenariat avec le ministère philippin des Travailleurs migrants (DMW) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). IRCC a collaboré avec le DMW et l'OIM pour garantir un traitement équitable et éthique des travailleurs migrants originaires des Philippines, conformément aux engagements pris par le Canada et les Philippines dans le cadre du Pacte mondial pour les migrations.

Soutenir la réinstallation des réfugiés

En mai 2024, des représentants du bureau d'IRCC à Singapour et du haut-commissariat du Canada au Bangladesh se sont joints à la visite sur le terrain des donateurs de l'OIM au Bangladesh. Cette visite a permis au Canada de renforcer ses relations avec l'OIM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Bangladesh, et surtout avec le ministère des Affaires étrangères du Bangladesh, qui délivre les permis de sortie permettant aux réfugiés sélectionnés par IRCC de se réinstaller au Canada conformément aux engagements pris par le Canada à l'égard de la réinstallation des réfugiés rohingyas.

IRCC Manille et le Programme de voies d'admission complémentaires pour les étudiants réfugiés des Philippines

Au cours des 3 dernières années, le bureau d'IRCC à Manille a participé à la conception du Programme de voies d'admission complémentaires à la réinstallation d'étudiants réfugiés et a contribué à accroître les zones de protection pour les réfugiés rohingyas dans l'Indo-Pacifique.

À ce jour, le Programme de voies complémentaires a fourni des bourses d'études complètes et du soutien à 14 réfugiés rohingyas dans 6 établissements d'enseignement postsecondaire aux Philippines. Six autres étudiants réfugiés rohingyas commenceront des études à temps plein aux Philippines en octobre 2024.

Pour répondre aux préoccupations exprimées par des établissements philippins participants, le bureau d'IRCC à Manille a fourni une expertise technique et du soutien à l'installation des étudiants réfugiés sous la forme d'ateliers animés et de séances ciblées avec des experts de l'Entraide universitaire mondiale du Canada.

Plus récemment, le bureau d'IRCC à Manille a coorganisé la toute première réunion de la communauté de pratique de l'Asie-Pacifique sur les voies complémentaires, à Manille. L'événement a rassemblé des étudiants ayant vécu l'expérience de la migration forcée, des praticiens, des éducateurs, des défenseurs, des décideurs politiques et des représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de la région Indo-Pacifique.

Renforcer les échanges entre les peuples et l'aide internationale

Tisser des liens entre les peuples autochtones du Canada et ceux de l'Indo-Pacifique

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique soutient les efforts déployés par les peuples autochtones du Canada pour établir des liens avec les communautés et les organisations autochtones de la région indo-pacifique.

En juillet 2024, en commémoration de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, le haut-commissariat du Canada au Pakistan a soutenu la visite d'un expert autochtone canadien au Pakistan. L'objectif de la visite était de s'inspirer des leçons et des expériences canadiennes pour renforcer les capacités en matière de modèles de mobilisation, créer des espaces sûrs et élaborer des modèles de planification communautaire.

L'ambassade du Canada au Japon a fait également progresser les relations entre Autochtones. Par exemple, en décembre 2023, l'ambassade a facilité des réunions entre une délégation autochtone canadienne, qui faisait partie d'une mission de la Colombie-Britannique consacrée au secteur forestier, et des groupes autochtones japonais.

Faire participer la société civile canadienne à la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique

La deuxième année de la Stratégie s'est traduite par une mobilisation accrue de la société civile canadienne, comme en témoigne la série de tables rondes issues de la collaboration entre Affaires mondiales Canada, Coopération Canada et le Réseau de coordination des conseils (RCC).

En janvier, Coopération Canada a organisé un événement de lancement hybride, tenu en collaboration avec Affaires mondiales Canada à Ottawa, qui a accueilli plus de 200 représentantes et représentants de la société civile canadienne pour une consultation nationale. En octobre 2024, la dynamique s'est poursuivie : les conseils du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario du RCC ont organisé des tables rondes à Montréal, à Vancouver et à Toronto, auxquelles ont participé environ 180 représentantes et représentants de la société civile canadienne, du monde universitaire, de la jeunesse et des groupes de la diaspora. De telles activités de mobilisation font en sorte que le Canada adopte l'approche pansociétale de la Stratégie en tirant parti de l'expertise et des connaissances sectorielles partout au pays.

Ces initiatives de consultation ont été éclairées par la Politique de partenariat avec la société civile pour l'aide internationale du Canada et la Recommandation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques du Canada sur le renforcement de la société civile en matière de coopération pour le développement et d'aide humanitaire.



Forum des partenaires du développement à Manille, aux Philippines

En février 2024, le Canada a organisé un forum des partenaires du développement à Manille dans le cadre de la commémoration du 75e anniversaire des liens diplomatiques entre le Canada et les Philippines. L'événement, qui a coïncidé avec la Semaine du développement international, a rassemblé plus de 50 représentantes et représentants d'organisations de la société civile, d'institutions multilatérales et de gouvernements, ce qui a permis de créer un espace de dialogue et de collaboration. L'ambassade a présenté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie, en soulignant

les retombées de ses différents programmes sur le développement. Le gouvernement philippin a aussi fait part des progrès de son plan de développement national.

Le forum a principalement porté sur les moyens de mieux faire concorder l'aide internationale du Canada avec les priorités des Philippines, qui comprennent notamment les risques de catastrophes et la résilience face à celles-ci, l'action climatique, la sécurité alimentaire, la paix et la sécurité, l'égalité des genres et la santé. Pour les partenaires du développement, ce fut une occasion sans pareil d'échanger des idées, de présenter des initiatives, d'explorer des possibilités de collaborations et de forger de nouveaux partenariats innovants.

Initiative d'engagement auprès de l'Indo-Pacifique

Le Canada a créé l'Initiative d'engagement auprès de l'Indo-Pacifique (IEIP) en 2024 dans le cadre de ses efforts pour entretenir un dialogue avec les intervenants de la région et assurer l'échange de connaissances. Cette initiative vise à mettre en relation les Canadiens avec leurs homologues régionaux, à renforcer la présence du Canada dans la région et à lui permettre de former des réseaux efficaces et des partenariats stratégiques plus rapidement.

Les 3 programmes de l'IEIP, tous établis en 2024, fournissent des fonds aux ministères et aux fonctionnaires du gouvernement du Canada pour soutenir une gamme d'activités qui renforceront ses connaissances et ses réseaux dans la région. Il s'agit des 3 programmes suivants : l'enveloppe de mobilisation régionale, l'initiative pour les compétences liées à l'Asie et le programme des mandats de recherche.

Un autre programme, aussi mis sur pied en 2024 — l'enveloppe de connectivité régionale — fournit des fonds au secteur non gouvernemental canadien pour organiser des événements, ou y participer, dans la région ou au Canada. Ces activités doivent porter sur des thèmes en lien avec la Stratégie, pour permettre aux Canadiens d'établir des réseaux dans la région indo-pacifique.



Bâtir un avenir durable et vert

Le Canada est résolu à lutter contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, et a développé une expertise dans plusieurs domaines, notamment les technologies propres, la gestion des océans, la transition énergétique et le financement de la lutte contre les changements climatiques.

Soutenir le renforcement de la résilience et la lutte contre les changements climatiques

En octobre 2024, lors du Sommet des dirigeants de l'ANASE, le premier ministre du Canada a annoncé que le gouvernement du Canada investirait plus de 84 millions de dollars dans la région pour lutter contre les changements climatiques, soutenir l'innovation et protéger l'environnement.

Le même mois, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP16), le ministre du Développement international a annoncé l'octroi de 12,5 millions de dollars pour renforcer la conservation de la biodiversité et la résilience des écosystèmes dans les communautés vulnérables aux changements climatiques et marginalisées de la région des monts de Chittagong, au Bangladesh. Cette annonce s'appuie sur les efforts déjà déployés au Bangladesh sous la forme de projets financés par le Canada, qui visent à soutenir l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle locale et l'intégration de solutions fondées sur la nature dans la conception des infrastructures et l'aménagement urbain.

En Mongolie, le Canada a lancé le projet Amélioration des options communautaires pour l'adaptation et la résilience au climat en Mongolie (ECCO-FARM), doté de 10 millions de dollars, qui vise à soutenir la transition de la Mongolie vers une agriculture adaptée au climat, en travaillant avec des acteurs clés comme le gouvernement et les institutions de recherche, ainsi que les agriculteurs et les éleveurs.

Le Canada, partenaire du développement en Asie du Sud-Est

Le soutien du Canada à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement comprend un financement institutionnel de 2 millions de dollars à la Commission du fleuve Mékong en tant que partenaire du développement. En octobre 2024, alors qu'il se trouvait au Laos pour le Sommet des dirigeants de l'ANASE — la première visite d'un premier ministre canadien au Laos —, le premier ministre du Canada a rencontré des représentants de la Commission du fleuve Mékong afin de discuter des dimensions économiques et relatives à la sécurité alimentaire de la gestion des ressources en eau.

Fonds canadien pour le climat et la nature pour le secteur privé en Asie

En juin 2024, lors du Sommet des dirigeants du G7, le premier ministre a annoncé une contribution remboursable de 360 millions de dollars à la Banque asiatique de développement (BAD) pour créer le Fonds canadien pour le climat et la nature pour le secteur privé en Asie. Le Fonds mobilisera des capitaux privés pour financer des projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci axés sur l'inclusion. Ce financement permettra d'accélérer la transition vers des économies à faibles émissions et résilientes aux changements climatiques, et fera progresser l'égalité des genres dans des secteurs tels que l'énergie renouvelable, l'agriculture adaptée au climat et les solutions fondées sur la nature.

Ce fonds poursuit le partenariat de longue date entre le Canada et la BAD en matière de financement climatique, qui a débuté en 2013 avec le Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie (FCSP) de 82,4 millions de dollars, suivi de sa deuxième phase en 2017, dotée d'une enveloppe de 200 millions de dollars. Par exemple, la contribution du Canada soutient le projet Monsoon Wind Power, qui a bénéficié d'un financement de plus de 40 millions de dollars provenant du FCSP. Ce projet, le premier projet d'énergie éolienne à grande échelle au Laos et le premier projet d'énergie éolienne transfrontière en Asie, constitue un soutien novateur aux économies résilientes face aux changements climatiques.



Efforts du Canada concernant l'environnement et les changements climatiques

Au cours de la dernière année, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a poursuivi son travail actif dans la région, en favorisant la collaboration et en renforçant les relations avec de multiples partenaires. Tout au long de l'année, ECCC a travaillé avec Affaires mondiales Canada pour améliorer la compréhension qu'a le gouvernement des besoins non satisfaits des petits États insulaires en développement (PEID), y compris les pays insulaires du Pacifique, en ce qui concerne les pertes et les préjudices causés par les changements climatiques. Dans le cadre de sa participation au conseil du Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices, le Canada, représenté par ECCC, a plaidé pour que le Fonds donne la priorité aux activités en faveur des communautés les plus vulnérables aux changements climatiques, comme les PEID et les pays les moins avancés.

Partenariats et coopération

Le Canada a renforcé son partenariat avec la République de Corée en annonçant la signature d'un protocole d'entente sur la coopération en matière de changements climatiques avec le ministère coréen des Affaires étrangères. Par ailleurs, le Canada a participé à des discussions avec le ministère vietnamien des Ressources naturelles et de l'Environnement au sujet d'un PE similaire afin de renforcer davantage la collaboration en matière d'action climatique dans la région indo-pacifique.

En 2024, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique a invité le ministre chinois de l'Écologie et de l'Environnement à diriger conjointement le Réseau des champions de la nature, une initiative visant à garantir que la volonté politique de mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal demeure au cœur des discussions internationales.

Le Canada a également facilité la réalisation d'une étude sur l'étendue des mécanismes de marché afin d'éclairer l'établissement de la méthode de tarification du carbone de la Chine, dans le cadre de ses travaux menés en collaboration le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement.

Au début de l'année 2024, le Canada est devenu coprésident du groupe de travail sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale du Partenariat national d'action contre le plastique (PNAP) du Vietnam, qui a pour but d'élaborer et de mettre en œuvre des interventions collectives visant à favoriser l'égalité des genres et l'inclusion tout en contribuant aux objectifs stratégiques du PNAP de réduction de la pollution par les plastiques. Le Canada a joué un rôle important en rassemblant tous les acteurs afin de trouver des solutions inclusives et favorisant l'égalité des genres au problème des plastiques du Vietnam, en mettant l'accent sur l'économie circulaire.

À l'automne 2024, des représentants d'ECCC et du ministère japonais de l'Environnement ont organisé 2 séances pour échanger des renseignements sur leurs solutions respectives pour gérer la pollution par les plastiques, y compris les lois et les cadres, les responsabilités fédérales et infranationales, et les normes.

En décembre 2023, ECCC et Statistique Canada ont conclu un partenariat avec l'Australie et les États-Unis pour coopérer en ce qui a trait à la comptabilisation du capital naturel. Partant du principe que l'inventaire des biens naturels joue un rôle crucial dans la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, et dans la croissance économique et la prospérité, ce partenariat a pour but de favoriser les efforts visant à améliorer la comptabilité économique et environnementale et à l'intégrer dans la planification et la prise de décision.

Activités de l'ambassadrice du Canada pour les changements climatiques dans l'Indo-Pacifique

En mars 2024, l'ambassadrice du Canada pour les changements climatiques s'est rendue au Vietnam et au Japon pour faire avancer les priorités internationales du Canada en matière de climat et d'environnement auprès de ces 2 pays et promouvoir la Stratégie pour l'Indo-Pacifique. L'ambassadrice a rencontré de hauts fonctionnaires, des groupes du secteur privé, ainsi que des représentantes et représentants d'organisations internationales recevant des fonds du Canada, d'organisations non gouvernementales de protection de l'environnement et de banques multilatérales de développement.

À Tokyo, les discussions ont porté sur les négociations en cours, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, sur le plastique, la transition énergétique et l'élimination progressive du charbon, ainsi que sur 2 initiatives canadiennes qui façonnent les politiques environnementales mondiales : le Défi mondial sur la tarification du carbone et le Réseau des champions de la nature.

À Hanoi, l'ambassadrice et la cheffe de la direction de FinDev Canada ont tenu des discussions axées sur les priorités du Canada au Vietnam, notamment la mobilisation de fonds pour les marchés du carbone et le Défi mondial pour la tarification du carbone, l'aide au développement, le renforcement des capacités en matière de transition énergétique et la mise en œuvre de projets.

L'ambassadrice pour les changements climatiques a également organisé le deuxième dialogue annuel sur les changements climatiques avec la République de Corée afin de faire progresser les priorités communes dans la lutte contre la crise des changements climatiques et ses répercussions sur la sécurité humaine. Organisé en marge de la COP29, le dialogue a permis de renforcer la coopération en vue d'atteindre la carboneutralité et de collaborer à d'importantes initiatives mondiales en matière de climat, notamment le Défi mondial pour la tarification du carbone lancé par le Canada.

Interactions avec les petits États insulaires en développement

En février 2024, le ministre canadien de l'Environnement et du Changement climatique a organisé une table ronde ministérielle avec les petits États insulaires en développement, y compris les pays insulaires du Pacifique, en marge de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Cette table ronde visait à cerner les possibilités de collaboration sur des questions cruciales comme les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution par les plastiques. Cet événement a souligné la volonté du Canada de relever les défis environnementaux mondiaux urgents en partenariat avec des nations vulnérables.

Tout au long de l'année, ECCC a travaillé avec Affaires mondiales Canada pour améliorer la compréhension qu'a

le gouvernement des besoins non satisfaits des PEID, y compris les pays insulaires du Pacifique, en particulier les pertes et préjudices causés par les changements climatiques. Dans le cadre de sa participation au conseil du Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices, le Canada a plaidé pour que le Fonds donne la priorité aux activités en faveur des communautés les plus vulnérables aux changements climatiques, comme les PEID et les pays les moins avancés.

En outre, en tant que nations insulaires, le Sri Lanka et les Maldives sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques comme l'élévation du niveau de la mer. Par l'intermédiaire du Fonds canadien d'initiatives locales et de programmes d'assistance technique, le Canada met en œuvre plusieurs projets axés sur l'environnement au Sri Lanka et aux Maldives.



Lancement d'une nouvelle application météorologique intelligente aux Tonga, partiellement financée par l'initiative des Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS). Crédit photo : © Henri Taiki, Bureau régional du Pacifique de l'Organisation météorologique mondiale

Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques – Lancement de l'application mobile d'alerte précoce et de réaction rapide des Tonga

Devant la recrudescence des phénomènes météorologiques violents, et l'élévation du niveau de la mer qui en découle et qui touche les îles du Pacifique en raison des changements climatiques, le Canada, dans le cadre de sa participation à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et à l'initiative des Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS), a soutenu le développement de nouveaux outils aux Tonga pour fournir des alertes précoces et des renseignements vitaux afin de protéger les citoyennes et les citoyens et d'améliorer les mesures d'intervention en cas de catastrophe.

L'application mobile Tonga pour le système communautaire d'alerte et de réaction rapide multirisques a été lancée avec le soutien de l'OMM et de l'initiative des CREWS. L'appli a été créée en réponse à l'éruption du volcan sous-marin Hunga-Tonga Ha'apai et au tsunami qui a suivi et qui a frappé les Tonga en 2022. Cette éruption a représenté la plus grande explosion dans l'atmosphère jamais enregistrée. Ces catastrophes ont mis en évidence la nécessité d'améliorer les communications afin d'avertir les collectivités des dangers et de coordonner l'intervention en cas d'urgence.

L'appli est le fruit d'un effort conjoint du gouvernement des Tonga, du secteur privé et de l'OMM, avec le soutien technique du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement et le financement de l'initiative des CREWS. Le Canada est un membre actif de l'OMM et l'un des principaux bailleurs de fonds de l'initiative des CREWS, à laquelle il a versé 10 millions de dollars au cours de la période allant de 2022 à 2026.



Fonds commun pour les océans du Canada

Le Fonds commun pour les océans du Canada, une initiative de 84,3 millions de dollars prévue dans la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, vise à renforcer la coopération maritime et à créer un environnement marin sain dans la région indo-pacifique tout en soutenant les mesures de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). Pour y parvenir, Pêches et Océans Canada (MPO) adopte une approche à 3 volets en renforçant la gouvernance, l'application des lois et les partenariats.

Gouvernance

Le Canada a continué à défendre l'adoption de règles plus strictes en matière de pêche internationale, notamment des mesures de gestion fondées sur des données scientifiques et des systèmes efficaces de contrôle de la conformité au sein d'organes multilatéraux comme les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), afin de garantir la gestion durable des stocks de poissons communs et de lutter contre la pêche INN.

Par exemple, l'année dernière, le Canada a joué un rôle déterminant dans l'adoption d'une stratégie de pêche intégrale pour le thon blanc du Pacifique Nord, afin d'assurer la santé des stocks. En avril 2024, le Canada a soutenu avec succès l'interdiction ayant force exécutoire de la rétention de saumon et de saumon arc-en-ciel à bord des navires dans l'océan Pacifique Nord. Cette initiative contribuera à la protection du saumon du Pacifique au Canada, qui risque d'être intercepté dans les eaux internationales.



Des agents des pêches du MPO retournent au navire de la Garde côtière canadienne *Sir Wilfrid Laurier* après avoir terminé des opérations d'inspection en haute mer (navire arraisonné à l'arrière-plan) dans le Pacifique Nord au cours de l'opération North Pacific Guard (prise par un drone du MPO, 2024).

Crédit photo : © Pêches et Océans Canada, Conservation et protection, Application internationale

Le Canada accorde également un soutien financier à 2 ORGP : la Commission des pêches du Pacifique Nord et la Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest.

Application de la loi

En octobre 2024, Pêches et Océans Canada a mené la deuxième mission en haute mer visant à détecter et à empêcher la pêche INN dans l'océan Pacifique Nord, dans le cadre de l'opération North Pacific Guard. Cette opération a notamment compris la première visite au Japon d'un navire de la Garde côtière canadienne, le *Sir Wilfred Laurier*, qui a accosté à Yokohama en octobre 2024. En mer, les agents des pêches ont procédé à des inspections conformes à la loi de 15 navires de pêche et ont trouvé des ailerons de requins pêchés illégalement, ainsi que des preuves de pêche pratiquées pendant une période d'interdiction et de prises non déclarées, et documenté des cas de pollution marine. Outre la surveillance et l'application de la loi en mer, le Canada a effectué une surveillance aérienne à partir d'Hokkaido, au Japon, où des patrouilles quotidiennes ont poursuivi le travail de la mission de 2023 pour surveiller le Pacifique Nord-Ouest. En collaboration avec le Japon et la République de Corée, les agents des pêches et le personnel navigant du MPO ont parcouru un total de 50 419 milles marins au cours de 34 patrouilles et ont procédé à l'inspection visuelle de 407 navires. Au cours de ces patrouilles, les agents ont signalé des cas d'amputation d'ailerons de requins, de pêche ciblée de dauphins, d'incidents de pollution et d'infractions liées au marquage des navires. Le Canada collabore actuellement avec les États du pavillon concernés afin de soutenir la poursuite des enquêtes et l'application de sanctions à l'encontre des navires en infraction.

Le Canada fournira une contribution financière à 2 organisations non gouvernementales (ONG) afin de continuer à renforcer l'application de la loi et les capacités aux Philippines. En outre, afin de faire progresser la coordination régionale et les capacités de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches parmi les organisations de pêche de la région indo-pacifique, le Canada financera le Réseau international de suivi, de contrôle et de surveillance.

Partenariats

Le Canada a fourni à ses partenaires régionaux un moyen de surveillance par satellite perfectionnée grâce à son programme de détection des navires sombres, afin de soutenir la lutte contre la pêche INN. La plateforme repère les navires qui désactivent leurs transpondeurs de localisation pour échapper au suivi, au contrôle et à la surveillance.

En novembre 2023, le Canada a lancé la plateforme de détection des navires sombres aux Philippines, pour permettre à ce pays de suivre les activités de pêche illégale et de renforcer la sécurité maritime. Plus de 120 exploitants d'agences philippines ont été formés et utilisent activement le système. La plateforme a fourni des renseignements en temps réel sur les navires suspects, améliorant ainsi la planification des patrouilles et les efforts d'application de la loi. La détection des navires sombres est devenue un élément central du suivi effectué en mer de Chine méridionale par les Philippines, ce qui a considérablement renforcé la connaissance du domaine maritime du pays.

Dans les îles du Pacifique, la collaboration du Canada avec l'Agence des pêcheries du Forum des îles du Pacifique (FFA) a également eu des retombées considérables. Au cours de l'opération Island Chief menée en 2024, le Canada a aidé le Centre régional de surveillance des pêches de la FFA à détecter les activités de pêche illégales. La plateforme de détection des navires sombres a guidé les patrouilles et la surveillance aérienne, ce qui a permis de réussir l'interception de plusieurs activités de pêche illégale dans de vastes zones économiques exclusives.

Le Canada a également soutenu les efforts de lutte contre la pêche INN dans le Pacifique Sud en fournissant les mêmes technologies novatrices de détection des navires sombres à 15 petits pays insulaires du Pacifique en collaboration avec la FFA et des partenaires régionaux clés, notamment la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les États-Unis. Le système de détection des navires sombres du Canada a facilité la surveillance constante depuis l'espace des ressources halieutiques en haute mer de la région, à l'appui des efforts de collaboration visant à garantir la protection de la santé et de la durabilité de l'écosystème marin pour les nombreux pays insulaires du Pacifique qui dépendent grandement de ces ressources pour assurer la sécurité alimentaire, l'emploi et le revenu national.

Enfin, les efforts déployés par le Canada pour lutter contre la pêche INN dans la région indo-pacifique ont fait reconnaître l'importance d'adopter des stratégies globales de suivi, de vérification de la conformité et de surveillance des pêches, allant au-delà de la simple mise en place de nouvelles technologies en donnant la priorité au renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Pour ce faire, le Canada a accordé un financement de 6,5 millions de dollars sur 5 ans au Joint Analytical Cell, une coalition d'experts d'ONG de renommée mondiale qui ont réussi à apporter leur soutien à de nombreuses nations et de nombreuses organisations de la région pour renforcer la formation, le renseignement, la transparence et la coordination afin d'améliorer les capacités régionales de lutte contre la pêche illégale.

Plusieurs autres résultats à l'appui de ces objectifs ont également été obtenus. Entre autres, des experts canadiens de l'application des lois sur les pêches ont été déployés pour soutenir la formation et l'analyse, tandis que des ressources grandement nécessaires ont été fournies aux agences philippines sous-équipées afin qu'elles soient mieux en mesure d'effectuer leurs patrouilles de surveillance des pêches.

Par ailleurs, en août 2024, le MPO a accordé un financement à la Global Ghost Gear Initiative d'Ocean Conservancy. Cette collaboration vise à réduire l'ampleur et les effets néfastes des engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés (EPAPR) dans l'Indo-Pacifique en augmentant l'adoption des pratiques exemplaires de gestion des EPAPR et en facilitant l'obtention de données solides et une prise de décision améliorée pour régler ce problème. Ces efforts contribueront aussi à réduire la pêche INN dans la région en renforçant la gestion globale des pêches, y compris le marquage des engins de pêche, la déclaration des pertes d'engins, ainsi que les pratiques exemplaires et les politiques connexes. En novembre 2024, un atelier de renforcement des capacités a été organisé pour fournir une formation et favoriser l'échange de connaissances sur la mise en œuvre de la gestion des EPAPR.



Des représentants canadiens et indonésiens démontrent leur détermination à mettre fin à la pollution plastique en Indonésie dans le cadre de la campagne Redéfinir les solutions en matière de pollution plastique : vers une politique et des connaissances intégrées.

Credit photo : © Ambassade du Canada en Indonésie

Le Canada et l'Indonésie s'associent pour lutter contre les plastiques dans les océans dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique

De février à juin 2024, le Canada a aidé le gouvernement indonésien à organiser des consultations publiques en vue de la quatrième séance de négociation pour parvenir à un accord mondial sur la pollution plastique, qui s'est tenue à Ottawa en avril 2024, et à mettre au point une campagne publique, axée sur les jeunes, de sensibilisation à l'incidence des plastiques dans les océans. Intitulée RESIK (redéfinir les solutions par l'intégration des politiques et des connaissances sur la pollution plastique), cette campagne a permis de réaffirmer la volonté ferme du ministère indonésien de l'Environnement et des Forêts, et de nombreux intervenants à mettre fin à la pollution

par les plastiques en Indonésie, ainsi qu'à atteindre un objectif de réduction de 70 % des déchets de plastique en mer d'ici 2025.

Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement, l'industrie et la société civile se sont réunis afin de trouver des solutions pour bâtir une économie plus circulaire et d'indiquer comment un traité mondial sur le plastique pourrait contribuer à régler les problèmes importants du pays liés aux déchets de plastique. Les consultations ont aussi visé à mieux sensibiliser les collectivités aux dangers des déchets de plastique pour la santé et le bien-être. Pour ce faire, de jeunes influenceuses et influenceurs ont été mis à contribution pour qu'ils interagissent avec leurs pairs dans les médias sociaux.

Cette collaboration témoigne de l'attachement des 2 pays à la durabilité de l'environnement et du partenariat grandissant entre le Canada et l'Indonésie pour faire progresser des priorités environnementales communes.

Soutenir le développement d'infrastructures durables

Le Canada reconnaît que des infrastructures durables contribuent à renforcer la résilience climatique et à réduire l'incidence des menaces d'origine naturelle sur les personnes et l'économie.

Mobiliser les investissements privés

En avril 2024, le Canada est devenu membre du Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG), une organisation novatrice de développement d'infrastructures et d'investissement, qui mobilise des investissements privés dans des infrastructures durables et inclusives en Asie du Sud-Est.

Le financement du Canada comprend un montant de 15 millions de dollars pour InfraCo Asia, la section du PIDG chargée du développement de projets, qui fournit du financement et une expertise pour atténuer les risques des projets d'infrastructure à un stade précoce et rendre ces projets financables. Il prévoit également 10 millions de dollars en assistance technique pour soutenir les efforts d'investissement dans une optique d'égalité des genres du PIDG, accroître les possibilités pour les femmes dans les investissements actuels du PIDG, ainsi que documenter et communiquer les leçons apprises au sujet de l'égalité des genres dans le domaine des infrastructures.

Les infrastructures que le PIDG développe et finance permettront de créer des emplois et d'améliorer le niveau de vie, en ouvrant des possibilités pour les jeunes et les populations en croissance rapide, et en contribuant à façonner des économies inclusives qui réduisent la pauvreté.

FinDev Canada dans l'Indo-Pacifique

En outre, dans sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique, le Canada a annoncé une recapitalisation de 750 millions de dollars pour accroître les capacités de FinDev Canada, qui fournit des solutions de financement, d'investissement et de financement mixte pour soutenir une croissance durable et inclusive dans les marchés émergents et les économies en développement. Cette recapitalisation annoncée dans le cadre de la contribution du Canada au Partenariat du G7 pour les infrastructures mondiales et l'investissement viendra favoriser l'aménagement d'infrastructures durables et de qualité dans la région.

FinDev Canada est en discussion avec des partenaires dans toute la région, priorisant les possibilités liées à l'infrastructure durable. L'organisme évalue actuellement plusieurs transactions potentielles, en se concentrant d'abord sur les projets de petite taille ou de taille moyenne, qui constituent le « chaînon manquant » dans le financement des infrastructures. FinDev Canada cherche aussi à cibler davantage des sous-secteurs tels que l'énergie renouvelable, les transports, l'eau et les infrastructures numériques.





Délégation de dirigeants de PME canadiennes du secteur des technologies propres participant à la première mission de démonstration de l'initiative AICTD à Singapour en mai 2024.

Crédit photo : © Affaires mondiales Canada

Faire progresser la démonstration internationale des technologies propres dans l'Indo-Pacifique : mission de démonstration de technologies propres à Singapour

En mai 2024, le Service des délégués commerciaux, le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et Innovation, Sciences et Développement économique Canada ont organisé la première mission de démonstration de technologies propres en faisant venir à Singapour 6 PME canadiennes sélectionnées dans ce domaine. Cette mission a été organisée dans le cadre de l'initiative Faire progresser la démonstration internationale des technologies propres de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

À Singapour, les 6 PME canadiennes ont participé à une série de réunions avec des entreprises établies à Singapour et ont aussi profité de rencontres

interentreprises organisées au Cleantech Forum Asia, de visites de sites, ainsi que de formations et de services de conseil sur la conduite des affaires à Singapour et dans l'Indo-Pacifique.

La réussite de cette première mission a servi de tremplin à l'initiative plus large de démonstration internationale des technologies propres, pour laquelle, en mai 2024, un premier appel de propositions a été lancé pour le volet Indo-Pacifique du Programme international de projets pilotes et de démonstration technologiques – Technologies propres du CNRC. Ce programme est conçu pour aider les PME canadiennes à valider, à adapter et à intégrer leurs technologies propres pour percer les marchés internationaux en collaboration avec des entreprises étrangères partenaires et des utilisateurs finaux étrangers. Il vise aussi à aider les PME à franchir les barrières à l'entrée, à accélérer la commercialisation des technologies propres canadiennes et à rendre celles-ci plus susceptibles de bénéficier d'un concours financier.

Soutenir les transitions liées aux changements climatiques et à l'énergie propre dans l'Indo-Pacifique

Investir dans le développement à faibles émissions

L'industrie du ciment et du béton joue un rôle crucial dans l'urbanisation, l'expansion économique ainsi que les investissements dans un développement à faibles émissions et résilient aux changements climatiques, mais contribue néanmoins à hauteur de 7 à 8 % aux émissions de dioxyde de carbone produites à l'échelle mondiale. Pour remédier à cette situation, le Canada a pris les devants en consacrant un montant de 8 millions de dollars sur 3 ans par l'intermédiaire de son enveloppe de financement climatique pour aider la Thaïlande à décarboner son secteur du ciment et du béton.

Ce financement appuiera un programme mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans le but de renforcer la gestion du ciment et du béton dans une perspective d'action climatique. Ce programme se fonde sur une collaboration des secteurs public et privé afin d'amener l'industrie à se diriger vers la production de béton carboneutre. Les activités réalisées soutiennent l'élaboration de politiques, de normes et de pratiques, favorisent les technologies propres et renforcent la mise en commun des expériences avec d'autres pays de la région indo-pacifique.

Réduire les déchets et passer à l'énergie propre

Les déchets sont la troisième source d'émissions de méthane en importance, mais recèlent aussi certaines des solutions les plus rentables pour atténuer les émissions de méthane. Face à ce problème, le Canada fait la promotion des programmes de recyclage qui renforcent les capacités et favorisent des politiques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement.

Le Canada, se fondant sur le grand succès du Programme Reciclo Orgánicos au Chili, qu'il a financé à hauteur de 7 millions de dollars, s'est engagé à verser 7,5 millions de dollars sur 4 ans pour reproduire l'approche du programme dans 6 petits États insulaires, dont les Fidji et le Samoa. Le Center for Clean Air Policy américain est en train de mettre en œuvre ce programme en vue d'accélérer la réalisation de projets d'atténuation du méthane dans le secteur des déchets et de créer des conditions propices à l'expansion durable des technologies de gestion des déchets organiques.

Le Canada est également un acteur clé dans l'effort mondial visant à éliminer progressivement les centrales au charbon et à accélérer la transition vers l'énergie renouvelable en Indonésie, au Vietnam et aux Philippines, pays qui font tous face à de grandes difficultés pour éliminer progressivement le charbon et accélérer l'adoption de sources d'énergie renouvelable.

À ce titre, le Canada finance le Partenariat pour la transition énergétique en Asie du Sud-Est, qui bénéficie du soutien d'un regroupement unique de pays donateurs et d'organisations philanthropiques. Par une collaboration directe avec les gouvernements, les services publics et les organismes de réglementation, le Partenariat soutient la mise en œuvre des priorités fixées dans leurs plans climatiques, aide à cerner et à surmonter les obstacles qui entravent l'élimination progressive du charbon, et contribue à l'élaboration de règlements et à la mise en place de conditions propices aux investissements dans les projets d'infrastructures propres. Cette initiative s'appuie aussi directement sur les travaux ambitieux réalisés dans le cadre des Partenariats pour une transition énergétique juste en Indonésie et au Vietnam, et favorise la collaboration Sud-Sud au moyen de tables rondes régionales.





Des fonctionnaires visitent le site du projet d'énergie solaire soutenu par la phase I du Fonds canadien pour le climat pour le secteur privé en Asie.
Crédit photo : © Ambassade du Canada au Cambodge

Centrale solaire de 10,5 mégawatts au Cambodge

Grâce à des investissements de plus de 20 millions de dollars par année dans l'aide au développement favorisant l'égalité des genres et dans les programmes de sécurité alimentaire et de résilience climatique au Cambodge, le Canada a été en mesure de soutenir la construction d'une centrale solaire de 10,5 mégawatts à Bavet, dans la province de Svay Rieng. Cette centrale est le premier projet solaire photovoltaïque à grande échelle du pays.

Grâce à ces investissements, le Canada a également pu soutenir le développement d'un parc solaire national dans la province de Kampong Chhnang pour une centrale solaire photovoltaïque à courant alternatif de 60 mégawatts, le premier parc solaire d'envergure en Asie du Sud-Est.

De plus, le Canada a contribué à la réduction des risques liés aux projets d'énergie renouvelable et à concrétiser des projets d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci du secteur privé qui n'auraient probablement pas pu être réalisés uniquement sur une base commerciale.



Le Canada, un partenaire actif et engagé dans l'Indo-Pacifique

Au cours de la deuxième année de la mise en œuvre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, les efforts ont principalement visé à ce que le Canada demeure engagé et actif dans la région pour l'ensemble des objectifs stratégiques de la Stratégie.

Envoyé spécial du Canada pour l'Indo-Pacifique

En avril 2023, la ministre des Affaires étrangères a nommé l'ambassadeur du Canada au Japon au poste d'envoyé spécial du Canada pour l'Indo-Pacifique. L'envoyé spécial a pour mandat de fournir des avis stratégiques au gouvernement du Canada et de collaborer avec le réseau des missions diplomatiques du Canada dans la région indo-pacifique pour faire progresser la mise en œuvre stratégique de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique et assurer la coordination des efforts de l'ensemble du gouvernement dans la région. L'envoyé spécial doit aussi entretenir un dialogue de haut niveau avec les Canadiennes et les Canadiens et les parties prenantes internationales afin de cerner de nouvelles possibilités d'étendre la coopération dans la région et de mener des actions de sensibilisation de haut niveau auprès des gouvernements étrangers, des organisations régionales et multilatérales, des chefs d'entreprise et la société civile, à l'appui des 5 objectifs stratégiques de la Stratégie.

En tant que principal représentant du Canada dans la région indo-pacifique, l'envoyé spécial a participé activement, au plus haut niveau, à des dialogues au Canada et dans la région. Il a notamment appuyé le premier ministre et les ministres lors d'activités diplomatiques dans toute la région, notamment lors du Sommet de l'ANASE de 2024 à Vientiane, au Laos, en octobre 2024, du Sommet de l'APEC à Lima, au Pérou, en novembre 2024, et de la réunion ministérielle de la Commission du PTPGP à Vancouver, au Canada, en novembre 2024.

L'envoyé spécial a représenté le Canada au Forum des îles du Pacifique à 2 reprises (aux Îles Cook en novembre 2023 et aux Tonga en août 2024) dans le cadre des efforts du Canada visant à renforcer ses liens avec les pays insulaires du Pacifique et à contribuer de manière concrète en tant que membre à l'initiative des Partenaires du Pacifique bleu.

L'envoyé spécial a également représenté le Canada au troisième Sommet pour la démocratie, organisé par la République de Corée et qui s'est tenu à Séoul en mars 2024, où il s'est entretenu avec des partenaires démocratiques de la région et d'ailleurs sur des questions urgentes touchant la gouvernance, notamment les droits de la personne et le développement démocratique.

L'envoyé spécial a dirigé la délégation canadienne à la cinquième Conférence d'examen de la Convention d'Ottawa, qui s'est déroulée à Siem Reap, au Cambodge, en novembre 2024, soulignant ainsi l'attachement de longue date du Canada à défendre un monde sans mines terrestres, tout en faisant la promotion de la paix et de la sécurité régionales dans l'Indo-Pacifique. L'envoyé spécial a profité de sa présence à ces rassemblements multilatéraux pour s'entretenir avec des partenaires aux vues similaires, notamment les États-Unis, le Japon, la République de Corée et l'Union européenne, afin de discuter des défis communs et des possibilités de collaboration dans la région indo-pacifique.

Au cours de la dernière année, l'envoyé spécial a effectué des visites officielles en Mongolie, en République de Corée et à Singapour afin de renforcer les relations bilatérales et régionales avec les principaux partenaires dans la région et d'examiner les possibilités d'accroître la coopération face à de nouvelles menaces à la sécurité dans le Pacifique Nord, y compris les questions de sécurité économique et de sécurité énergétique. L'envoyé spécial a par ailleurs mené une vaste campagne de sensibilisation dans l'ensemble du Canada, à Halifax, à Montréal, à Toronto, à Edmonton, à Vancouver et à Esquimalt, afin d'entretenir un dialogue avec les partenaires provinciaux et fédéraux ainsi que les principaux acteurs canadiens du monde des affaires, du milieu universitaire et de la société civile pour faire connaître la Stratégie et contribuer à une mobilisation cohérente de l'ensemble de la société canadienne dans la région indo-pacifique.



L'ancienne ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly lors de la 57e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE et des réunions connexes à Vientiane, au Laos, en juillet 2024. Crédit photo : © Affaires mondiales Canada

Engagement diplomatique dans la région

Le Canada a participé à des dialogues diplomatiques de haut niveau, de manière constante, en 2024, renforçant les relations que le pays entretient avec des partenaires clés dans la région indo-pacifique. Il a notamment participé à des sommets multilatéraux de haut niveau et effectué des visites bilatérales pour intensifier son engagement dans la région. En juillet 2024, la ministre des Affaires étrangères du Canada s'est rendue à Beijing pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères de la Chine et réaffirmer la volonté du Canada de s'engager de manière pragmatique.

Dialogue de haut niveau entre l'ANASE et le Canada

La dernière année a été marquée par un engagement important au plus haut niveau. L'année 2024 a marqué le 47e anniversaire des relations entre l'ANASE et le Canada, et 1 an a passé depuis l'établissement du Partenariat stratégique entre le Canada et l'ANASE.

En octobre 2024, le premier ministre du Canada et la ministre canadienne de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique ont participé à un Sommet extraordinaire ANASE-Canada sur l'amélioration de la connectivité et de la résilience de l'ANASE, qui s'est tenu en marge du Sommet

des dirigeants à Vientiane, au Laos. Il s'agissait du cinquième Sommet de l'ANASE auquel le premier ministre a participé au total, et de la troisième année consécutive où il y assistait. Les interactions régulières de haut niveau comme celle-ci témoignent du rôle de plus en plus actif du Canada en tant que partenaire de l'ANASE et dans la région.

La ministre des Affaires étrangères et la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique ont également participé à des échanges ministériels de haut niveau avec leurs homologues de l'ANASE dans le cadre d'une forte présence assurée du Canada auprès de l'ANASE. En plus d'avoir accompagné le premier ministre du Canada au Sommet extraordinaire ANASE-Canada, la ministre du Commerce international a participé à la consultation ANASE-Canada dans le cadre de la 56e réunion des ministres de l'Économie de l'ANASE, qui a permis de mettre en lumière les progrès considérables réalisés au cours de la dernière année dans les relations économiques entre l'ANASE et le Canada.

Par ailleurs, en juillet 2024, la ministre des Affaires étrangères du Canada a participé à la 57e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE à Vientiane, au Laos, où elle a consolidé les relations positives entre le Canada et l'ANASE, et échangé des points de vue sur les principaux enjeux régionaux et internationaux. En outre, la ministre a coprésidé la conférence postministérielle annuelle de l'ANASE avec le Canada en marge de la réunion.

Dialogue de haut niveau entre le Canada et le Japon

Le premier ministre canadien a rencontré régulièrement son homologue japonais. Quatre rencontres multilatérales ont eu lieu entre le premier ministre du Canada et le premier ministre du Japon de novembre 2023 à novembre 2024; leurs discussions ont porté sur le renforcement du partenariat entre le Canada et le Japon, ainsi que sur l'attachement des 2 pays à une région indo-pacifique libre, ouverte et inclusive. Ces visites s'appuient sur une mission commerciale d'Équipe Canada au Japon, menée par la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique en 2023.

En janvier 2024, la ministre des Affaires étrangères du Canada a rencontré son homologue japonais à Montréal pour discuter des enjeux régionaux et mondiaux en matière de paix et de sécurité, et des progrès réalisés en vue de renforcer la collaboration entre le Canada et le Japon dans le cadre du Plan d'action et de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

En juillet 2024, lorsqu'elle s'est rendue à Tokyo pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères du Japon et d'autres interlocuteurs japonais de haut rang, la ministre a réaffirmé la détermination du Canada à collaborer étroitement avec le Japon dans l'Indo-Pacifique et dans le monde entier pour faire respecter l'ordre international fondé sur des règles.

Dialogue entre le Canada et la République de Corée

— Réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense (2+2) du Canada et de la République de Corée

En novembre 2024, les ministres des Affaires étrangères et les ministres de la Défense nationale du Canada et de la République de Corée se sont rencontrés à Ottawa à l'occasion de la première réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense (2+2) du Canada et de la République de Corée. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de l'élévation des relations diplomatiques au rang de Partenariat stratégique global (PSG) en 2023, et constitue un élément clé du Plan d'action du PSG lancé en juillet 2024 lors de la visite de la ministre des Affaires étrangères du Canada en République de Corée.

— Année des échanges culturels Canada-République de Corée

Le Canada et la République de Corée célèbrent l'Année des échanges culturels 2024-2025. Cette commémoration

échelonnée sur 12 mois a été officiellement lancée par un protocole d'entente, signé en juin 2024 lors d'une rencontre entre le ministre sud-coréen de la Culture, des Sports et du Tourisme et la ministre du Patrimoine canadien. Pour célébrer l'Année des échanges culturels, une série d'événements culturels ont été programmés dans les 2 pays. Parmi les faits saillants se trouvent le Canada & Korea Literature Exchange Program au WOW Book Festival de Séoul, le Festival du film canadien, organisé en collaboration avec Téléfilm Canada et le Festival international du film de Toronto, le pavillon du Canada à la Biennale de Gwangju, qui présentait des œuvres d'art inuit de la West Baffin Eskimo Cooperative de Kinngait, et une exposition d'installations de réalité virtuelle et de réalité augmentée produites par l'Office national du film du Canada.

— Dialogue entre le Canada et la République de Corée sur les droits de la personne en Corée du Nord

Le Canada s'engage à défendre les droits de la personne du peuple nord-coréen. En 2024, le Canada et la République de Corée ont lancé un dialogue bilatéral sur les droits de la personne en Corée du Nord, discutant d'un vaste éventail d'enjeux, y compris les droits des femmes et des filles, la défense des droits et la mobilisation internationales, ainsi que l'Examen périodique universel (EPU) de la Corée du Nord en novembre 2024 par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Dialogue entre le Canada et le Cambodge

En septembre 2024, les premières consultations bilatérales entre le Canada et le Cambodge se sont déroulées à Ottawa. Organisées par Affaires mondiales Canada, avec la participation des ministères des Affaires étrangères et du Commerce du Cambodge, les consultations ont porté sur une série de sujets concernant la coopération bilatérale, les relations en matière de commerce et d'investissement, l'ANASE, ainsi que des enjeux régionaux et mondiaux.

Renforcer les capacités diplomatiques du Canada

Lors du Sommet des dirigeants de l'ANASE en octobre 2024, le premier ministre du Canada a annoncé que le Canada transformera ses bureaux de Phnom Penh, au Cambodge, et de Vientiane, au Laos, en ambassades à part entière, qui compteront des ambassadeurs résidents en 2025.

Ces bureaux ont été initialement ouverts en 2015 et en 2016 respectivement, mais l'ambassade du Canada en Thaïlande



Dessin en perspective du pavillon du Canada à l'Exposition universelle de 2025 à Osaka.
Crédit photo : © Affaires mondiales Canada

était jusqu'ici accréditée auprès des 2 pays. Grâce à ce changement, le Canada sera bientôt représenté par des ambassades à part entière dans tous les États membres de l'ANASE.

Afin de soutenir la présence accrue du Canada dans l'Indo-Pacifique prévue par la Stratégie, le Canada s'est engagé à déployer plus d'une centaine de nouveaux employés dans la région. En 2024, plus de 70 membres du personnel étaient désormais en poste, les autres devant être déployés en 2025.

Pavillon du Canada à l'Exposition universelle de 2025 à Osaka

Le Canada se joindra à plus de 160 pays et organisations internationales pour accueillir plus de 28 millions de visiteurs attendus à l'Exposition universelle de 2025 à Osaka, au Japon.

Le pavillon du Canada de l'Exposition mettra l'accent sur le thème de la « régénération », qui s'harmonise avec le thème général de l'Exposition, à savoir la conception d'une société de l'avenir axée sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Le Canada mettra également l'accent sur les thèmes autochtones et le renforcement

du pouvoir des jeunes.

En mars 2024, une cérémonie de mise en chantier du pavillon du Canada a eu lieu en présence de l'ambassadeur du Canada au Japon et envoyé spécial du Canada pour l'Indo-Pacifique, ainsi que de la commissaire générale du Canada à l'Expo 2025 d'Osaka, Kansai, au Japon, qui ont été rejoints par le gouverneur d'Osaka et par les représentants des bureaux provinciaux du Canada à Tokyo. Plus largement, l'Exposition universelle de 2025 à Osaka favorisera le dialogue mondial et la recherche de solutions pour créer des sociétés plus durables. Le Canada se concentrera sur l'éducation de qualité, l'égalité des genres et l'engagement en faveur de l'action climatique. Grâce à des espaces accueillants, des présentations publiques, des activités culturelles et un engagement en matière de culture, les visiteurs de l'Exposition universelle et les partenaires de l'Indo-Pacifique seront invités à se réunir pour mieux découvrir le Canada. La participation du Canada à cette exposition universelle offrira une plateforme de premier plan aux partenaires pour faire avancer les intérêts du Canada au Japon et dans la région indo-pacifique.

Renforcement de la Fondation Asie Pacifique du Canada

En décembre 2023, la Fondation Asie Pacifique du Canada a conclu une mission commerciale exclusivement féminine de 6 jours dans 2 villes, en République de Corée et en Thaïlande, avec le plein soutien des 2 ambassades du Canada. La mission a donné lieu à la signature de 2 protocoles d'entente de grande valeur par la société canadienne Lydia AI, chef de file de l'intelligence artificielle en santé, à 216 réunions interentreprises avec des partenaires régionaux et à des prises de contact avec 336 entreprises et organisations en République de Corée et en Thaïlande.

En 2024, la Fondation Asie Pacifique du Canada a lancé plusieurs programmes dans le cadre de son expansion régionale, notamment la venue du premier chercheur invité de l'Indo-Pacifique, qui s'est entretenu avec des intervenantes et des intervenants canadiens à Montréal, à Ottawa et à Toronto en octobre 2024.

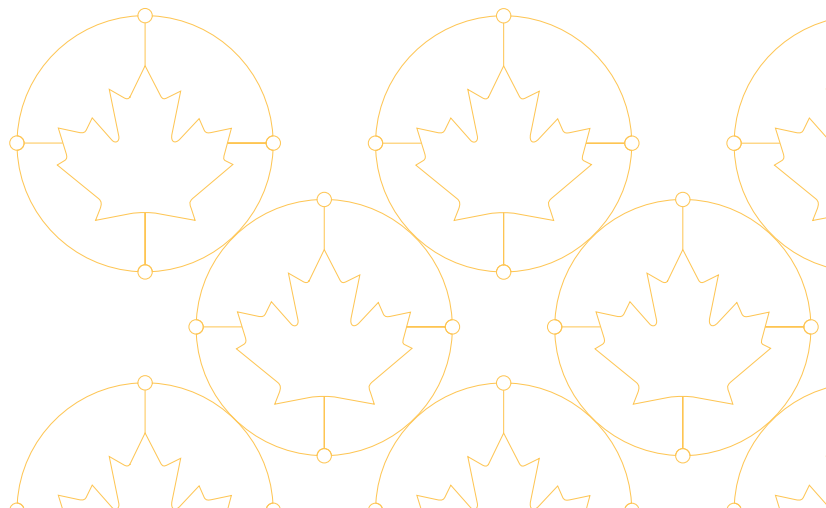
En octobre 2024, lors de l'Assemblée du cercle arctique, la Fondation Asie Pacifique du Canada a organisé une table ronde sur le thème « L'Arctique canadien vu sous l'optique de l'Indo-Pacifique », qui a réuni 3 spécialistes du Japon et du Canada. Cette table ronde faisait partie d'une série d'événements sur les liens entre l'Arctique et l'Indo-Pacifique, dont le prochain doit avoir lieu à Singapour au début de 2025.

En novembre 2024, la Fondation Asie Pacifique du Canada a soutenu la participation de conférencières et de conférenciers de la région, notamment de la Nouvelle-Zélande et de Singapour, ainsi que de délégués autochtones du Canada au Forum politique du PTPGP sur le commerce inclusif.

Conférences Canada-en-Asie de 2024

En février 2024, la Fondation Asie Pacifique du Canada a tenu à Singapour les Conférences Canada-en-Asie 2024 sur les solutions agroalimentaires et climatiques, en partenariat avec Universités Canada et avec le soutien d'Affaires mondiales Canada.

Les conférences ont attiré plus de 460 participantes et participants du Canada et de l'Asie, notamment en provenance de plus de 35 villes de l'Indo-Pacifique, et ont permis l'échange de connaissances et le dialogue entre des spécialistes en la matière, des investisseurs, des décideurs politiques, des chercheurs, des chefs d'entreprise et des innovateurs désireux d'établir des liens nouveaux et renforcés entre le Canada et l'Asie. Il s'agissait là de la deuxième série de Conférences Canada-en-Asie, et la première à adopter une formule sectorielle.



Séance plénière d'ouverture de CCEA2024 : Solutions climatiques - La géopolitique des changements climatiques en Asie.

Crédit photo : © Fondation Asie Pacifique du Canada



Partenariats provinciaux, territoriaux et pansociétaux dans la région

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique est issue d'un effort pansociétal, qui offre une vision renouvelée de l'Indo-Pacifique dans le cadre d'un changement générationnel à l'échelle mondiale. Les actions du Canada dans ses relations au sein de la région sont orientées par cette vision, qui fait en sorte que le travail de mobilisation dans la région est accompli au bénéfice des Canadiennes et des Canadiens et des populations de l'Indo-Pacifique, au-delà du cadre du gouvernement fédéral.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral a lancé une campagne de sensibilisation à travers le pays pour rencontrer les parties prenantes, notamment des gens des entreprises, des groupes de réflexion, des universités et des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des organisations de la société civile, afin de discuter de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Les discussions ont porté sur les réalisations, la planification future et les possibilités de collaboration. Ces rencontres ont eu lieu en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, en Ontario, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et en Saskatchewan, et d'autres sont prévues au Yukon.

La présente partie du rapport met en lumière certains des travaux importants réalisés par les gouvernements provinciaux et territoriaux, le secteur privé, ainsi que des établissements d'enseignement et de recherche de partout au Canada, et une gamme de plans, d'activités et de projets sont présentés. Dans certains cas, il s'agit de projets indépendants qui n'ont pas été financés dans le cadre de la Stratégie ni menés avec le soutien financier du gouvernement fédéral, mais qui concordent avec les grands objectifs de la Stratégie et soulignent l'importance d'une approche concertée pour assurer la prospérité du Canada. D'autres activités sont soutenues par les efforts menés au titre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique et par le gouvernement fédéral, mais sont présentées ici pour mieux souligner la façon dont la Stratégie est véritablement pansociétale, et pas seulement pangouvernementale.

Plan d'engagement dans l'Indo-Pacifique du Canada atlantique

Pour soutenir la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a dirigé, en collaboration avec Affaires mondiales Canada et les 4 provinces atlantiques (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard), l'élaboration du Plan d'engagement dans l'Indo-Pacifique du Canada atlantique. Le Plan, qui tient compte de la nécessité croissante, pour les entreprises canadiennes, de diversifier leurs marchés d'exportation, prévoit un soutien pour préparer les entreprises et les associations sectorielles du Canada atlantique à entrer sur le marché d'une région d'une importance cruciale pour la croissance économique mondiale. En outre, le Plan est positionné comme une initiative de suivi pour tirer parti de l'élan donné par la mission commerciale d'Équipe Canada en Malaisie et au Vietnam en mars 2024. Ainsi, une vingtaine d'entreprises et d'associations sectorielles se sont inscrites pour retourner sur ces 2 marchés dans le cadre de la première mission commerciale prévue par le Plan, ainsi que pour participer à la Conférence Canada-en-Asie de la Fondation Asie Pacifique du Canada à Singapour, qui a eu lieu en février 2025.

Le Québec lance 2 chaires d'études sur l'Indo-Pacifique

À l'automne 2023, 2 chaires de recherche consacrées à l'Indo-Pacifique ont été officiellement créées au Québec : la Chaire de recherche en partenariat en études indo-pacifiques de l'Université Laval et la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal.

Soutenues financièrement par le ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie dans le cadre de la Stratégie territoriale du Québec pour l'Indo-Pacifique, ces chaires de recherche visent à consolider les centres d'expertise au sujet de la région et ont pour mandat de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux géopolitiques concernant la région, tant au bénéfice du milieu de la recherche que du grand public. Elles favorisent également la production et la diffusion des connaissances sur l'Indo-Pacifique en français.

Ces chaires, qui sont à vocation multidisciplinaire et multiuniversitaire, permettent de mener des travaux sur des sujets variés, notamment la stratégie, la diplomatie, l'économie et le commerce, ainsi que divers enjeux sociaux, politiques, environnementaux ou d'actualité.

Accroître la collaboration régionale transpacifique : faits saillants de la participation de l'Université Simon-Fraser à l'Association des universités du Pacifique

Depuis qu'elle s'est jointe à l'Association des universités du Pacifique (Association of the Pacific Rim Universities, APRU) en 2021, l'Université Simon-Fraser (SFU) a fait avancer des possibilités importantes dans la région indo-pacifique. La SFU a joué un rôle de premier plan dans l'établissement du programme Food Security & AgriTech de l'APRU, un centre consacré à la sécurité alimentaire et aux technologies agricoles qui vise à former la prochaine génération de chercheurs grâce à l'échange de connaissances. Une première série de webinaires, accueillie dans le cadre de ce programme en 2024, a connu un vif succès.

L'un des faits saillants a été la participation à un groupe d'experts de l'APRU lors de la Conférence Canada-en-Asie de 2024. La SFU cherche activement à relever les défis liés aux changements climatiques et à la durabilité en participant au programme sur les villes et les paysages durables de l'APRU, et en accueillant la huitième conférence annuelle de ce programme en 2025. Sur le thème « Living with Water » (Vivre avec l'eau), cette conférence permettra d'étudier les dimensions sociales, écologiques et économiques de la durabilité urbaine.

En outre, au cours des 2 dernières années, la SFU a codirigé une académie virtuelle faisant la promotion des Objectifs de développement durable. Ces initiatives soulignent la volonté de la SFU de relever les défis mondiaux en favorisant la coopération universitaire et régionale au moyen de l'APRU et ouvrent des occasions porteuses pour le Canada et ses partenaires dans la région indo-pacifique.

Programme Justice et changement dans le monde de l'Université métropolitaine de Toronto : l'apprentissage global autochtone dans une optique d'équité et de justice

Le cours « Haudenosaunee Leaders and Writers » (Dirigeants et écrivains haudenosaunee), qui comprend un volet sur les Maoris et fait partie du programme pour la justice et le changement dans le monde de l'Université métropolitaine de Toronto, a offert aux étudiantes et aux étudiants autochtones une occasion unique de participer

à une initiative d'apprentissage global dirigée par la faculté. Le cours de premier cycle comprenait un voyage de 2 semaines en Nouvelle-Zélande (Aotearoa, en maori), financé par le programme Expérience compétences mondiales du gouvernement fédéral, axé sur l'étude de la culture et de la sagesse haudenosaunee en Nouvelle-Zélande dans une optique d'équité et de justice. Conçus dans le cadre d'une collaboration entre le programme Justice et changement dans le monde, la Faculté des arts et les Gdoo-maawnjidiimi Momprii Indigenous Student Services de l'Université métropolitaine de Toronto, en partenariat avec l'Université de technologie d'Auckland, cette initiative illustre la manière dont les points de vue autochtones, l'équité et la justice sociale peuvent être intégrés dans les programmes d'apprentissage à l'échelle mondiale dans l'enseignement supérieur.

Grâce à cette expérience immersive et fondée sur des crédits, 15 étudiantes et étudiants ont exploré les liens entre les philosophies, le leadership et les histoires autochtones dans les 2 contextes culturels et ont développé une compréhension approfondie des points de vue autochtones à l'échelle nationale et internationale.

L'Université de Calgary fait progresser l'innovation dans le domaine de l'eau grâce à une collaboration entre le Japon et le Canada

L'équipe « Advancing Canadian Water Assets » (ACWA) de l'Université de Calgary a effectué une visite fructueuse d'établissement de partenariats au Japon. Coordinée par LM Wastewater Solutions et accueillie par la Japan Sewage Works Agency (JS), cette initiative a permis de renforcer les liens internationaux et de faire progresser des projets communs dans le domaine des technologies de l'eau.

Ce partenariat, soutenu par un protocole d'entente récemment signé entre l'Université de Calgary et la JS, vise à faire des essais pilotes au Canada de technologies japonaises innovantes de traitement des eaux usées. Des technologies telles que Jokaso et le système de chenal d'oxydation préfabriqué (POD), développées respectivement par FujiClean et la JS, seront mises à l'essai dans les installations de traitement des eaux usées de l'équipe ACWA à Pine Creek afin d'évaluer leur efficacité dans les climats froids. Ces projets sont susceptibles d'être importants pour les petites communautés canadiennes éloignées, y compris les Premières Nations, car ils offrent des solutions améliorées de traitement des eaux usées dans des environnements exigeants.



Outre les projets pilotes de technologie, les discussions ont porté sur d'autres possibilités de collaboration, notamment l'intégration de technologies pour l'industrie de l'hydrogène à Calgary et la création d'un centre de démonstration de réutilisation de l'eau de MetaWater. Ce partenariat stratégique positionne l'Université de Calgary en tant que chef de file de l'innovation dans le domaine des eaux usées, et démontre son engagement à promouvoir des solutions durables et à faire progresser les échanges technologiques dans la région indo-pacifique.

Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire et hydrique au Bangladesh

En 2024, un partenariat multilatéral unique a été lancé par l'Université de la Saskatchewan (Canada), l'Université et la Recherche de Wageningen (Pays-Bas) et le Conseil de recherche agricole du Bangladesh. Ce partenariat vise à tirer parti des connaissances, de l'expertise et des ressources collectives de ces institutions de renommée mondiale pour faire progresser la résilience climatique par le biais de la sécurité alimentaire et hydrique au Bangladesh.

Le partenariat a été officiellement annoncé à Wageningen, aux Pays-Bas, en mai 2024 et a été suivi d'un symposium en juillet 2024, le Symposium de recherche sur la résilience climatique et la sécurité alimentaire au Bangladesh, organisé au Canada par l'Université de la Saskatchewan et l'Institut mondial pour la sécurité alimentaire. Plus de 200 personnes de partout dans le monde y ont participé, en personne ou en ligne. Le symposium a réuni des experts de renommée mondiale dans un ensemble diversifié de domaines, notamment l'amélioration des cultures, la prévision des inondations, l'intrusion saline, les technologies agricoles, le stockage de carbone, la cartographie des données, le financement climatique, et bien d'autres encore.

India Foundation de l'Université de Toronto

Dans une démonstration convaincante de son engagement envers l'Inde, l'Université de Toronto (U of T) a récemment lancé la U of T India Foundation (UTIF), et son centre de recherche et d'entrepreneuriat à Mumbai. L'objectif initial du centre est le développement de villes durables, une priorité tant pour Toronto que pour de nombreuses villes indiennes.

Soutenu par Tata Trusts, l'une des plus anciennes organisations philanthropiques de l'Inde, le centre facilite la recherche, l'enseignement et l'établissement de partenariats

entrepreneux pour les membres de la communauté de l'U of T qui cherchent à créer conjointement des solutions aux problèmes urbains avec des partenaires en Inde. Les possibilités d'apprentissage par l'expérience et de collaborations concrètes et importantes à l'échelle mondiale se multiplient à mesure que les activités de l'UTIF continuent de s'accélérer.

À l'automne 2024, des étudiants et des professeurs de l'U of T et de l'Université Ashoka en Inde se sont lancés dans des projets de développement urbain qui ont permis aux célèbres collecteurs de déchets urbains SWaCH de l'Inde de collaborer et de réaménager des espaces urbains sous-utilisés. Le centre indien s'associe également à Social Alpha de Bengaluru pour proposer Techtonic – Innovations in Sustainable Urban Transition, un programme d'incubateur pour les entrepreneurs en Inde qui développent des innovations dans le domaine des villes durables, qui comprend un accompagnement par des experts indiens et des experts de la faculté de l'U of T. Le centre réunit également des experts de l'Inde, du Canada et du monde entier, qui pourront échanger des données de recherche lors de la conférence AI & the City, qui se tiendra à Bangalore en janvier 2025.

L'Inde, un marché prioritaire pour le Nouveau-Brunswick

En 2021, la société de la Couronne du Nouveau-Brunswick Opportunités NB a désigné l'Inde comme un marché prioritaire et, plus récemment, a mis en œuvre un large éventail de programmes commerciaux et de soutien aux initiatives d'exportation. Tirant parti de ses 2 bureaux en Inde, Opportunités NB a collaboré étroitement avec 70 entreprises du Nouveau-Brunswick, en leur offrant des conseils personnalisés en matière d'exportation, en les présentant chaleureusement à des fournisseurs indiens et en organisant 20 webinaires et séances de formation virtuelles. En outre, l'équipe chargée de l'exportation a mis en place un programme virtuel de jumelage interentreprises, créé pour 10 entreprises de différents secteurs, y compris le poisson et les fruits de mer.

En poursuivant sur cette lancée, une délégation de 8 entreprises néo-brunswickoises (4 spécialisées dans le poisson et les fruits de mer, 4 multisectorielles) s'est rendue en Inde en novembre 2024 dans le cadre d'une mission commerciale. Cette mission comprenait un programme de jumelage interentreprises, des séances de réseautage et des visites de sites conçues pour aider les entreprises du Nouveau-Brunswick à tisser des liens précieux et à se développer dans l'économie qui connaît la croissance la plus rapide au monde.

Grâce à ces efforts, Inca Glow, une entreprise de soins capillaires au Nouveau-Brunswick, a conclu une entente avec un distributeur en Inde, dont un client compte 170 salons de coiffure comme point d'accès initial, ce qui pourrait se traduire par un chiffre d'affaires de 5 à 10 millions de dollars. Le personnel d'Opportunités NB sur le terrain en Inde a été en mesure de présenter des clients importants, qualifiés dans le réseau de distribution, ce qui a accéléré le processus.

Renforcer les relations commerciales dans la région par la participation aux missions commerciales d'Équipe Canada

En mars 2024, l'Île-du-Prince-Édouard a envoyé des délégués de la ville de Summerside et de l'association provinciale des producteurs de bleuets sauvages pour participer à la mission commerciale d'Équipe Canada en République de Corée. La participation à cette mission commerciale a offert une occasion inégalée de trouver des débouchés commerciaux et a jeté les bases d'un renforcement des liens économiques dans la région.

Participation de la Victoria Co-operative Fisheries Limited à la mission canadienne Café Export en République de Corée, aux Philippines, à Hong Kong et à Macao

Au cours des dernières années, la Victoria Co-operative Fisheries Limited a connu une forte croissance sur le marché asiatique. Aujourd'hui, l'entreprise de la Nouvelle-Écosse prend de l'expansion à l'échelle internationale au-delà de son marché traditionnel des États-Unis. Les objectifs commerciaux comprennent l'exploitation des marchés où les consommateurs souhaitent obtenir du poisson et des fruits de mer de première qualité, pêchés à l'état sauvage selon des pratiques durables et offrant une teneur élevée en protéines.

En février 2024, la Victoria Co-operative Fisheries Limited a participé à la mission sur le poisson et les fruits de mer Café Export du Canada en République de Corée, aux Philippines, à Hong Kong et à Macao. Cette mission a constitué un tremplin précieux vers de nouveaux marchés, en permettant notamment à l'entreprise d'obtenir des renseignements cruciaux sur le marché local et ses caractéristiques.

La mission a aussi permis à l'entreprise de cerner des facteurs clés, tels que la taille du marché, la demande, les préférences de la clientèle, les tendances, les principaux poissons et fruits de mer importés, ainsi que les principaux concurrents. La Victoria Co-operative Fisheries Limited a également travaillé avec le Service des délégués commerciaux pour mieux comprendre la réglementation à respecter, les exigences, les droits de douane et les obstacles d'ordre culturel, ce qui lui a permis d'adapter sa stratégie et de garantir sa conformité. Cette mission a aussi joué un rôle crucial pour mettre l'entreprise en relation avec des clients potentiels et lui donner un accès direct à des décideurs clés comme des distributeurs, des détaillants et des chaînes de restauration.

La mission Café Export a permis à la Victoria Co-operative Fisheries Limited de faire croître ses activités de manière importante. Elle a notamment débouché sur des ventes concrètes en permettant à l'entreprise de trouver de nouveaux clients et d'élargir ses marchés d'exportation. Au-delà des ventes immédiates, l'expansion dans le marché hongkongais accroît la visibilité de la marque de l'entreprise dans l'ensemble du marché asiatique, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles possibilités dans les pays voisins.

